

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL ALSACE VOSGES***Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire et financier au capital de 47 733 577,50 euros**Siège social : 1, place de la Gare 67000 STRASBOURG**437 642 531 R.C.S STRASBOURG***COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2025****Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Alsace Vosges en date du 30 janvier 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 27 mars 2025****BILAN AU 31 DECEMBRE 2025****ACTIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>497 340</b>	<b>482 434</b>
Caisse, banques centrales		65 024	66 264
Effets publics et valeurs assimilées	5	295 664	294 450
Créances sur les établissements de crédit	3	136 652	121 720
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	3	<b>1 346 033</b>	<b>1 005 425</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	4	<b>13 249 822</b>	<b>13 065 730</b>
<b>OPERATIONS SUR TITRES</b>		<b>800 113</b>	<b>772 424</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	587 988	483 241
Actions et autres titres à revenu variable	5	212 125	289 183
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>		<b>1 274 859</b>	<b>1 251 457</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	930 566	910 749
Parts dans les entreprises liées	6-7	299 611	294 889
Immobilisations incorporelles	7	4 261	4 253
Immobilisations corporelles	7	40 421	41 566
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE</b>		-	-
<b>ACTIONS PROPRES</b>	8	-	-
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>		<b>198 886</b>	<b>171 775</b>
Autres actifs	9	113 206	106 309
Comptes de régularisation	9	85 680	65 466
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>17 367 053</b>	<b>16 749 245</b>

**PASSIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>247 494</b>	<b>363 342</b>
Banques centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	11	247 494	363 342
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	11	<b>8 063 592</b>	<b>7 759 100</b>
<b>COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b>	12	<b>6 288 964</b>	<b>6 043 419</b>
<b>DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE</b>	13	-	-
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>		<b>602 239</b>	<b>484 378</b>
Autres passifs	14	426 781	315 345
Comptes de régularisation	14	175 458	169 033
<b>PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES</b>		<b>336 477</b>	<b>320 594</b>
Provisions	15-16-17	153 057	144 125
Dettes subordonnées	18	183 420	176 469
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)</b>		<b>62 033</b>	<b>60 033</b>
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>	19	<b>1 766 254</b>	<b>1 718 379</b>
Capital souscrit		47 734	47 734
Primes d'émission		347 275	347 275
Réserves		1 318 584	1 281 680
Ecarts de réévaluation		-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		-	-
Résultat de l'exercice		52 661	41 690
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>17 367 053</b>	<b>16 749 245</b>

**HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2025**

	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>			
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		<b>1 427 943</b>	<b>1 609 345</b>
Engagements de financement	27	877 552	948 079
Engagements de garantie	27	548 818	659 228
Engagements sur titres	27	1 573	2 038
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		<b>4 899 225</b>	<b>4 553 200</b>
Engagements de financement	27	6 000	12 809
Engagements de garantie	27	4 891 652	4 538 353
Engagements sur titres	27	1 573	2 038

Les opérations de change Hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 24 et 25.

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025**

	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>			
Intérêts et produits assimilés (1)	33	437 678	514 543
Intérêts et charges assimilés (1)	33	-369 053	-434 859
Revenus des titres à revenu variable	34	49 499	46 828
Commissions (produits) (1)	35	150 171	156 637
Commissions (charges) (1)	35	-15 255	-45 262
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	36	3 110	3 203
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	37	2 163	3 365
Autres produits d'exploitation bancaire	38	4 589	1 738
Autres charges d'exploitation bancaire	38	-725	-804
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>262 177</b>	<b>245 389</b>
Charges générales d'exploitation	39	-177 729	-172 381
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-7 430	-8 094
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>77 018</b>	<b>64 914</b>
Coût du risque	40	-21 348	-20 387
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>55 670</b>	<b>44 527</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	41	3 973	1 810
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>59 643</b>	<b>46 337</b>
Résultat exceptionnel	42	-	-
Impôts sur les bénéfices	43	-4 982	-4 647
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-2 000	-
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>52 661</b>	<b>41 690</b>

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 15 420 milliers d'euros et une charge de 30 846 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilés ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

**Note 1. CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE****Note 1.1. Cadre juridique et financier**

La Caisse régionale Alsace Vosges est une société coopérative à capital variable régie par les articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale Alsace Vosges, 50 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale Alsace Vosges est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale Alsace Vosges fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 63,49 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 36,51 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **Note 1.2. Relations internes au Crédit Agricole**

#### **Mécanismes financiers internes**

L'appartenance de la Caisse régionale Alsace Vosges au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

##### **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

##### **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

##### **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

##### **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

##### **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

##### **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

#### **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01 -453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive UE 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique. La directive UE 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par l'ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, et une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57 du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie

1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 [ ]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [ ], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512 18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **Note 1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2025**

#### **FCT Crédit Agricole Habitat 2025**

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché. Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

#### **FCT Crédit Agricole Habitat 2020**

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

### **Note 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les états financiers de la Caisse régionale Alsace Vosges sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale Alsace Vosges publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale Alsace Vosges est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC n° 2022-06 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025
Règlement N° 2025-01 du 7 février 2025 modifiant divers règlements de l'ANC	28/07/2025
Règlement N° 2025-02 du 4 avril 2025 relatif aux articles 48 et 95 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	28/07/2025
Règlement N° 2025-04 du 4 avril 2025 relatif au plan de comptes des huissiers de justice	28/07/2025
Règlement N° 2024-07 du 6 décembre 2024 relatif à la distinction dettes – autres fonds propres modifiant divers règlements de l'ANC	01/01/2026 (sauf exceptions au 01/01/2025)
Règlement ANC n° 2023-06 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC n° 2021-01 du 7 mai 2021 relatif aux comptes annuels des coopératives agricoles et de leurs unions	01/01/2025
Règlement ANC n° 2024-06 du 4 octobre 2024 relatif aux comptes annuels des sociétés d'épargne forestière et des groupements forestiers d'investissement	01/01/2025

#### **Note 2.1. Créances et engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

### Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La Caisse régionale Alsace Vosges constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit. Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macro-économiques (Forward Looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et la Caisse régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du Forward Looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

- Dégradation significative du risque de crédit

La Caisse régionale Alsace Vosges apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que le critère qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. Un critère relatif qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

b. Trois critères absolus. Le Groupe a défini :

Ø Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage

2 pour le calcul des ECL.

Ø Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.

Ø Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers. La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

### Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale Alsace Vosges distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

• Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Les prêts et avances accordées par Crédit Agricole S.A. aux Caisses régionales ne présentent pas pour Crédit Agricole S.A. un risque direct sur les bénéficiaires des prêts à la clientèle distribués par les Caisses régionales, mais éventuellement un risque indirect sur la solidité financière de celles-ci. A ce titre, Crédit Agricole S.A. n'a pas constitué de dépréciation sur les prêts et avances aux Caisses régionales.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale Alsace Vosges par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation. Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

• **Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

**Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse régionale Alsace Vosges le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

**Risques-pays**

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

**Créances restructurées**

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité ou de difficulté financière. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

**Note 2.2. Portefeuille Titres**

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07. Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

**Titres de transaction**

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- Soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;
- Soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- Les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- Les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé.
- Les titres empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt, reclassés en « titres de transaction prêts ») dans le cadre des opérations de prêts / emprunts classés en titres de transaction et compensés avec les dettes représentatives de titres empruntés inscrites au passif du bilan.

Hormis dans les cas prévus par le règlement ANC 2014-07, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des gains et pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation ».

**Titres de placement**

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

**Obligations et autres titres à revenu fixe**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

**Actions et autres titres à revenu variable**



Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- Si l'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse régionale Alsace Vosges dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

- Si l'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

### **Titres d'investissement**

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse régionale Alsace Vosges dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

### **Titres de l'activité de portefeuille**

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

La Caisse régionale Alsace Vosges satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### **Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme**

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes. Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

### **Prix de marché**

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,

- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

### **Dates d'enregistrement**

La Caisse régionale Alsace Vosges enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

**Pensions livrées**

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan. Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan. Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

**Reclassement de titres**

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse régionale Alsace Vosges n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

**Note 2.3. Immobilisations**

La Caisse régionale Alsace Vosges applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale Alsace Vosges, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Logiciels	Linéaire 1 an
Gros œuvre	Linéaire 30 ans
Second œuvre	Linéaire 25 ans
Agencements	10 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel de sécurité	Dégressif 5 ans
Matériel informatique	Dégressif 3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire 4 ans
Mobilier	Linéaire 10 ans

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse régionale Alsace Vosges sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

**Note 2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

**Note 2.5. Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse régionale Alsace Vosges applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

**Note 2.6. Provisions**

La Caisse régionale Alsace Vosges applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse régionale Alsace Vosges a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est

calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne règlementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

#### **Provision pour risques sur GIE d'investissement**

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse régionale Alsace Vosges constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de Crédit Agricole Alsace Vosges à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter Crédit Agricole Alsace Vosges au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

#### **Note 2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)**

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse régionale Alsace Vosges à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

#### **Note 2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

#### **Opérations de couverture**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

#### **Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07).
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

#### **Risque de contrepartie sur les dérivés**

Conformément au règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale Alsace Vosges intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse régionale Alsace Vosges.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

#### **Note 2.9. Opérations en devises**

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture. Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de la Caisse régionale Alsace Vosges à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale Alsace Vosges a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

#### **Note 2.10. Intégration des succursales à l'étranger**

Non concerné.

#### **Note 2.11. Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse régionale Alsace Vosges.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

#### **Note 2.12. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 14 juin 2024 pour une durée déterminée de trois ans (du 01 janvier 2024 au 31 décembre 2026).

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

#### **Note 2.13. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

La Caisse régionale Alsace Vosges a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel;

- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse régionale Alsace Vosges provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projétés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse régionale Alsace Vosges applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, la Caisse régionale Alsace Vosges maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La Caisse régionale Alsace Vosges a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale Alsace Vosges a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;

- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,

- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

#### **Plans de retraite – régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse régionale Alsace Vosges n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

#### **Note 2.14. Stock-options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise**

##### **Plans de stock-options**

La Caisse régionale Alsace Vosges n'est pas concernée par ces dispositions.

##### **Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise**

La Caisse régionale Alsace Vosges n'est pas concernée par ces dispositions.

#### **Note 2.15. Charges et produits exceptionnels**

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse régionale Alsace Vosges.

#### **Note 2.16. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse régionale Alsace Vosges a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale Alsace Vosges constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

#### **Note 3. CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

	31/12/2025						31/12/2024	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	Créances rattachées	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an
<b>(En milliers d'euros)</b>								
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et prêts :								
à vue	6 591	-	-	-	6 591	21	6 612	9 447
à terme (1)	-	-	-	66 795	66 795	181	66 976	49 208
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	61 239	-	-	-	61 239	1 825	63 064	63 065
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-	-	-	-

<b>Total</b>	<b>67 830</b>	-	-	<b>66 795</b>	<b>134 625</b>	<b>2 027</b>	<b>136 652</b>	<b>121 720</b>
<b>Dépréciations</b>							-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>136 652</b>	<b>121 720</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	365 585	-	-	-	365 585	692	366 277	436 203
Comptes et avances à terme	17 354	8 618	885 444	64 578	975 994	3 762	979 756	569 222
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>382 939</b>	<b>8 618</b>	<b>885 444</b>	<b>64 578</b>	<b>1 341 579</b>	<b>4 454</b>	<b>1 346 033</b>	<b>1 005 425</b>
<b>Dépréciations</b>							-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>1 346 033</b>	<b>1 005 425</b>
<b>TOTAL</b>							<b>1 482 685</b>	<b>1 127 145</b>

(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

#### Commentaires :

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 0 millier d'euros.

Parmi les créances sur les établissements de crédit 0 millier d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale.

*Opérations internes au Crédit Agricole* : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

#### Note 4. OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Au 31 décembre 2025, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par la Caisse régionale Alsace Vosges s'élève à 66 380 milliers d'euros contre 1 11 177 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

##### Note 4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

	31/12/2025							31/12/2024
(En milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	Créances rattachées	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an
Créances commerciales	1 146	-	-	-	1 146	-	1 146	3 636
Autres concours à la clientèle	607 535	1 102 576	4 209 034	7 325 036	13 244 181	31 769	13 275 950	13 064 951
Valeurs reçues en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	54 685	-	-	-	54 685	764	55 449	74 958
Dépréciations							-82 723	-77 815
VALEUR NETTE AU BILAN							13 249 822	13 065 730

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 421 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 1 163 797 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2025 contre 1 329 377 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 34 187 milliers au 31 décembre 2025 d'euros contre 37 585 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

##### Note 4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DROM-COM)	13 102 116	12 924 906
Autres pays de l'U.E.	92 623	90 457
Autres pays d'Europe	99 060	88 638
Amérique du Nord	2 217	2 300
Amérique centrale et du sud	3	-
Afrique et Moyen-Orient	1 498	1 982
Asie et Océanie (hors Japon)	2 495	2 529
Japon	-	-
Non ventilés et organismes internationaux	-	-
<b>Total en principal</b>	<b>13 300 012</b>	<b>13 110 812</b>
Créances rattachées	32 533	32 733
Dépréciations	-82 723	-77 815
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>13 249 822</b>	<b>13 065 730</b>

**Note 4.3. Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique**

Le secteur d'activité de la Caisse régionale Alsace Vosges est la banque de proximité sur sa zone de compétence géographique (départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges).

	31/12/2025					31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
<i>(En milliers d'euros)</i>										
France (y compris	13 134 210	191 810	83 995	-80 639	-45 845	12 957 263	180 694	73 751	-77 815	-44 783
Autres pays de l'U.E.	92 770	963	223	-439	-132	90 587	450	202	-	-
Autres pays d'Europe	99 336	3 612	2 038	-1 447	-972	88 876	2 215	1 930	-	-
Amérique du Nord	2 219	96	96	-96	-96	2 302	96	96	-	-
Amérique centrale et du Sud	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	1 509	-	-	-	-	1 986	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	2 498	102	102	-102	-102	2 531	102	102	-	-
Non ventilés et organismes internationaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>13 332 545</b>	<b>196 583</b>	<b>86 454</b>	<b>-82 723</b>	<b>-47 147</b>	<b>13 143 545</b>	<b>183 557</b>	<b>76 081</b>	<b>-77 815</b>	<b>-44 783</b>

**Note 4.4. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques**

	31/12/2025					31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
<i>(En milliers d'euros)</i>										
Particuliers	7 788 455	80 022	31 823	-27 116	-15 275	7 574 099	66 260	27 485	-24 250	-14 235
Agriculteurs	1 194 091	38 073	7 853	-13 996	-4 450	1 205 707	36 201	8 947	-10 367	-5 807
Autres professionnels	1 133 852	32 669	19 302	-14 653	-9 127	1 099 522	30 261	17 300	-13 807	-9 336
Clientèle financière	333 189	3 743	1 073	-2 980	-768	326 341	4 456	926	-2 745	-690
Entreprises	2 267 392	40 141	25 068	-23 106	-16 938	2 291 879	45 072	20 365	-26 026	-14 260
Collectivités publiques	560 432	-	-	-	-	590 444	-	-	-	-
Autres agents	55 134	1 935	1 335	-872	-589	55 553	1 307	1 058	-620	-455
<b>TOTAL</b>	<b>13 332 545</b>	<b>196 583</b>	<b>86 454</b>	<b>-82 723</b>	<b>-47 147</b>	<b>13 143 545</b>	<b>183 557</b>	<b>76 081</b>	<b>-77 815</b>	<b>-44 783</b>

**Note 5. TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE**

	31/12/2025					31/12/2024
	Transaction (1)	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées :	-	-	-	294 165	294 165	293 187
dont surcote restant à amortir	-	-	-	21 557	21 557	22 134
dont décote restant à amortir	-	-	-	-2 909	-2 909	-3 207
Créances rattachées	-	-	-	1 499	1 499	1 263
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	-	-	-	<b>295 664</b>	<b>295 664</b>	<b>294 450</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (2):	-	-	-	-	-	-
Emis par organismes publics	-	19 091	-	135 509	154 600	134 849
Autres émetteurs	-	89 508	-	340 214	429 722	343 739
dont surcote restant à amortir	-	-	-	2 604	2 604	3 209
dont décote restant à amortir	-	-1 402	-	-8 927	-10 329	-9 846
Créances rattachées	-	386	-	4 882	5 268	4 675
Dépréciations	-	-1 602	-	-	-1 602	-22
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	-	<b>107 383</b>	-	<b>480 605</b>	<b>587 988</b>	<b>483 241</b>
Actions et autres titres à revenu variable	-	217 689	-	-	217 689	293 266
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-5 564	-	-	-5 564	-4 083
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	-	<b>212 125</b>	-	-	<b>212 125</b>	<b>289 183</b>
<b>TOTAL</b>	-	<b>319 508</b>	-	<b>776 269</b>	<b>1 095 777</b>	<b>1 066 874</b>
Valeurs estimatives	-	324 693	-	730 307	1 055 000	1 025 891

(1) À l'exception des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassé en « titres de transaction prêts ») présentés en déduction des dettes représentatives de la valeur des titres empruntés figurant au passif du bilan (Cf. note 32.1 Emprunts de titres).

(2) dont 6 200 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2025 et 7 100 milliers d'euros au 31 décembre 2024

**Transferts de titres en cours d'exercice :**  
Néant.

**Le montant des cessions de titres d'investissement** intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-07, s'est élevé à 0 milliers d'euros. Les plus ou moins-values dégagées à cette occasion s'élèvent à 0 milliers d'euros.

**Valeurs estimatives :**  
La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 5 571 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 4 987 milliers d'euros au 31 décembre 2024.  
La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.  
La valeur estimée des plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élève à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024.  
La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).  
La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 4 424 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 5 039 milliers d'euros au 31 décembre 2024.  
La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -44 005 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre -45 071 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**Note 5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Administration et banques centrales (v compris Etats)	120 939	105 328
Etablissements de crédit	270 375	216 100
Clientèle financière	244 298	303 375
Collectivités locales	33 660	29 522
Entreprises, assurances et autres clientèles	132 739	117 529
Divers et non ventilés	-	-
<b>Total en principal</b>	<b>802 011</b>	<b>771 854</b>
Créances rattachées	5 268	4 675
Dépréciations	-7 166	-4 105
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>800 113</b>	<b>772 424</b>

**Note 5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable**

(En milliers d'euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	584 322	294 165	217 689	1 096 176	478 588	293 187	293 266	1 065 041
dont titres cotés	525 313	294 165	-	819 478	464 079	293 187	-	757 266
dont titres non cotés -1	59 009	-	217 689	276 698	14 509	-	293 266	307 775
Créances rattachées	5 268	1 499	-	6 767	4 675	1 263	-	5 938
Dépréciations	-1 602	-	-5 564	-7 166	-22	-	-4 083	-4 105
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>587 988</b>	<b>295 664</b>	<b>212 125</b>	<b>1 095 777</b>	<b>483 241</b>	<b>294 450</b>	<b>289 183</b>	<b>1 066 874</b>

-1 La répartition des parts d'OPC est la suivante :  
- OPC français 197 530 milliers d'euros -dont OPC français de capitalisation 146 985 milliers d'euros  
- OPC étrangers 2 798 milliers d'euros -dont OPC étrangers de capitalisation 300 milliers d'euros  
Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 200 329 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2025 s'élève à 205 647 d'euros.  
La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2025 :

-En milliers d'euros	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires	-	-
OPC obligataires	147 285	148 689
OPC actions	53 044	56 958
OPC autres	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>200 329</b>	<b>205 647</b>

**Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle**

-En milliers d'euros	31/12/2025					Créances rattachées	Total	31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal			Total

Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	20 000	9 985	216 416	337 921	584 322	5 268	589 590	483 263
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-1 602	-22
<b>VALEUR NETTE AU</b>	<b>20 000</b>	<b>9 985</b>	<b>216 416</b>	<b>337 921</b>	<b>584 322</b>	<b>5 268</b>	<b>587 988</b>	<b>483 241</b>
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute	-	-	103 993	190 172	294 165	1 499	295 664	294 450
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VALEUR NETTE AU</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>103 993</b>	<b>190 172</b>	<b>294 165</b>	<b>1 499</b>	<b>295 664</b>	<b>294 450</b>

**Note 5.4. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique**

	31/12/2025		31/12/2024	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
<i>(En milliers d'euros)</i>				
France (y compris DROM-COM)	602 248	-	521 333	-
Autres pays de l'U.E.	276 239	-	250 442	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-
Amérique Centrale et du Sud	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-
<b>Total en principal</b>	<b>878 487</b>	<b>-</b>	<b>771 775</b>	<b>-</b>
Créances rattachées	6 767	-	5 938	-
Dépréciations	-1 602	-	-22	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>883 652</b>	<b>-</b>	<b>777 691</b>	<b>-</b>

**Note 6. TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES**

INFORMATIONS FINANCIERES	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus - Brutes	Valeurs comptables des titres détenus - Nettes	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
<b>(en milliers d'euros)</b>											
<b>PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL DE LA CAISSE REGIONALE ALSACE VOSGES</b>											
- Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit											
- Participations dans des établissements de crédit											
SA CA NEXT BANK	EUR	308 764	124 006	10,10	31 185	44 777	0	0	21 080	10 567	1 045
- Autres parts dans les entreprises liées											
CAAV CAPITAL (ex SAS CALVEST)	EUR	15 000	-5 971	100,00	15 000	13 249	0	0	0	-45	0
EQUITY	EUR	100 000	-429	100,00	100 000	99 454	0	0	0	-508	0



SAS VILLAGE BY CA ALSACE VOSGES	EUR	1 070	-525	100,00	1 070	547	0	0	203	3	0
FONCIERE ALSACE VOSGES	EUR	10	185 083	100,00	184 840	186 218	0	0	0	1 125	0
<b>- Autres titres de participation</b>											
SAS CAC PME	EUR	58 224	-11 148	0,46	382	503	0	0	0	3 259	18
SAS GRANDS CRUS INVESTISSEMENTS	EUR	44 993	30 151	0,01	1 000	1 059	0	0	0	7 644	0
SAS LA BOETIE	EUR	3 212 142	17 367 750	0,02	436 205	851 192	0	0	0	1 973 628	40 269
SAS SACAM AVENIR	EUR	523 619	-246 195	0,02	13 721	12 122	0	0	0	-39	0
SAS SACAM NEOPRO	EUR	45 169	-24	0,02	812	811	0	0	0	-20	0
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	EUR	725 471	72 366	0,02	15 373	25 403	7 189	0	46 040	31 135	662
SAS SACAM FIRECA	EUR	69 334	-16 385	0,02	1 799	967	0	0	0	1 172	0
SAS SACAM INTERNATIONAL	EUR	469 221	79 619	0,02	17 236	17 041	0	0	102 727	103 965	655
SAS SACAM MUTUALISATION	EUR	18 556 677	-245 122	0,02	350 375	510 248	0	0	258 877	256 906	4 786
SAS SACAM SANTE ET TERRITOIRE	EUR	101 710	-101 710	0,02	2 000	0	0	0	0	0	0
SAS SACAM TRANSITION	EUR	400 193	-8	0,02	7 870	0	0	0	0	-30	0
ENERGIE											
SAS SACAM IMMOBILIER	EUR	175 875	9 584	0,02	3 894	5 283	0	0	0	4 145	85
SAS SACAM PARTICIPATIONS	EUR	62 558	24 938	0,02	1 447	2 559	0	0	3 201	2 645	0
SAS CA PAYMENTS SERVICES	EUR	49 027	74 228	0,01	439	1 852	0	0	431 225	27 771	0
CA CAPITAL PME 2	EUR	100 000	-1 961	6,00	6 000	6 324	0	0	57	5 621	201
CA REGION DETTE PRIVEE	EUR	5 000	0	10,00	500	650	0	0	6	59	0
SAS C2MS	EUR	53 053	11 020	0,02	1 751	2 306	0	0	0	1 587	34
SAS CT CAM- CAPS	EUR	59 278	-15 401	0,03	1 567	1 515	0	0	14 131	1 042	0
CREDIT AGRICOLE SERVICES	EUR	23 787	91 275	0,01	1 880	1 880	0	0	21 108	-12 504	0
IMMOBILIERS											
SAS DELTA	EUR	79 550	4 520	0,02	1 537	1 537	0	0	0	-6 343	0
SAS TEDINVEST	EUR	9 800	-783	45,82	4 496	4 496	1 100	0	988	-302	0
BREEGA VENTURE (F/I VENTURE II)	EUR	85 453	-2 407	0,01	810	667	0	0	0	-3 971	0
FIRECA EXPERIMENTATIONS (CA-INNOVE)	EUR	15 242	37 991	0,01	555	473	0	0	0	923	0
SAS CA REGIONS DEVELOPPEMENT	EUR	178 200	156 140	0,01	2 000	2 673	0	0	0	16 885	174
CA INNOVATIONS TERRITOIRES	EUR	66 979	-21 405	0,02	1 375	1 087	0	0	0	-4 844	0
CA TRANSITIONS	EUR	100 205	53 694	0,01	1 000	1 149	0	0	0	8 040	10
<b>PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EST INFERIEURE A 1% DU CAPITAL DE LA CAISSE REGIONALE ALSACE VOSGES</b>											
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit (ensemble)	EUR	0	0		0	0	0	0	0	0	0
Participations dans les établissements de crédit (ensemble)	EUR	0	0		0	0	0	0	0	0	0
- Autres parts dans les entreprises liées (ensemble)	EUR	357	4 452		357	8 804	0	0	1 141	76	0
- Autres titres de participations (ensemble)	EUR	303 770	179 711		3 582	8 723	766	0	2 293 529	7 876	490

<b>TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS</b>					<b>1 2012 057</b>	<b>1 815 565</b>	<b>9 055</b>	<b>0</b>			
---	--	--	--	--	-------------------	------------------	--------------	----------	--	--	--

**Valeur estimative des titres de participation**

	<b>31/12/2025</b>		<b>31/12/2024</b>	
<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Valeur estimative</b>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Valeur estimative</b>
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés	301 268	308 272	296 268	302 488
Titres cotés	-	-	-	-
Avances consolidables	1 100	1 100	1 042	1 042
Créances rattachées	63	63	58	58
Dépréciations	-2 820	-	-2 479	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>295 383</b>	<b>303 831</b>	<b>196 436</b>	<b>204 883</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	912 702	1 524 653	898 708	1 405 156
Titres cotés	-	-	-	-
Avances consolidables	8 021	7 871	7 957	7 807
Créances rattachées	103	103	104	104
Dépréciations	-3 168	-	-7 119	-
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>917 658</b>	<b>1 532 627</b>	<b>899 650</b>	<b>1 413 067</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	13 239	13 541	11 329	11 796
Titres cotés	-	-	-	-
Avances consolidables	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Dépréciations	-331	-	-230	-
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>12 908</b>	<b>13 541</b>	<b>11 099</b>	<b>11 796</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>930 566</b>	<b>1 546 168</b>	<b>910 749</b>	<b>1 424 863</b>
<b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>1 230 177</b>	<b>1 855 603</b>	<b>1 205 638</b>	<b>1 728 451</b>

	<b>31/12/2025</b>		<b>31/12/2024</b>	
<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Valeur estimative</b>	<b>Valeur au bilan</b>	<b>Valeur estimative</b>
<b>Total valeurs brutes</b>				
Titres non cotés	1 227 209		1 206 305	
Titres cotés	-		-	
<b>TOTAL</b>	<b>1 227 209</b>		<b>1 206 305</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

**Note 7. VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE****Immobilisations financières**

	<b>01/01/2025</b>	<b>Augmentations (acquisitions)</b>	<b>Diminutions (cessions, échéance)</b>	<b>Autres mouvements (1)</b>	<b>31/12/2025</b>
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	296 268	5 000	-	-	301 268
Avances consolidables	1 042	58	-	-	1 100
Créances rattachées	58	5	-	-	63
Dépréciations	-2 479	-734	393	-	-2 820

VALEUR NETTE AU BILAN	294 889	4 329	393	-	299 611
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes	898 708	13 994	-	-	912 702
Avances consolidables	7 957	9 625	-9 561	-	8 021
Créances rattachées	104	-	-1	-	103
Dépréciations	-7 119	-21	3 972	-	-3 168
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>899 650</b>	<b>23 598</b>	<b>-5 590</b>	-	<b>917 658</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	11 329	1 910	-	-	13 239
Avances consolidables	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-
Dépréciations	-230	-101	-	-	-331
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>11 099</b>	<b>1 809</b>	-	-	<b>12 908</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>910 749</b>	<b>25 407</b>	<b>-5 590</b>	-	<b>930 566</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 205 638</b>	<b>29 736</b>	<b>-5 197</b>	-	<b>1 230 177</b>

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

#### Immobilisations corporelles et incorporelles

	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2025
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	160 666	10 125	-7 323	-	163 468
Amortissements et dépréciations	-119 100	-7 371	3 424	-	-123 047
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>41 566</b>	<b>2 754</b>	<b>-3 899</b>	-	<b>40 421</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	4 939	68	-	-	5 007
Amortissements et dépréciations	-686	-60	-	-	-746
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>4 253</b>	<b>8</b>	-	-	<b>4 261</b>
<b>TOTAL</b>	<b>45 819</b>	<b>2 762</b>	<b>-3 899</b>	-	<b>44 682</b>

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

#### Note 8. ACTIONS PROPRES

Néant.

#### Note 9. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés	63	-
Comptes de stock et emplois divers	265	496
Débiteurs divers (2)	112 865	105 632
Gestion collective des titres Livret de développement durable	-	-

Comptes de règlement	13	181
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>113 206</b>	<b>106 309</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	14 619	184
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	839	600
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	-	-
Charges constatées d'avance	6 514	6 716
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	6 744	13 659
Autres produits à recevoir	52 342	40 274
Charges à répartir	-	-
Autres comptes de régularisation	4 622	4 033
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>85 680</b>	<b>65 466</b>
<b>TOTAL</b>	<b>198 886</b>	<b>171 775</b>

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 2 603 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 2 603 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 15 Provisions).

(3) Les produits à recevoir sur créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) sont présentés en déduction des dettes rattachées sur comptes d'épargne à régime spécial au passif du bilan (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

#### **Note 10. DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF**

	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Sur opérations interbancaires et assimilées	-	-	-	-	-	-
Sur créances clientèle	77 815	40 958	-34 824	-1 226	-	82 723
Sur opérations sur titres	4 105	3 758	-697	-	-	7 166
Sur valeurs immobilisées	9 828	855	-4 364	-	-	6 319
Sur autres actifs	5	113	-	-	-	118
<b>TOTAL</b>	<b>91 753</b>	<b>45 684</b>	<b>-39 885</b>	<b>-1 226</b>	<b>-</b>	<b>96 326</b>

#### **Note 11. DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :								
à vue	102 737	-	-	-	102 737	58	102 795	250 825
à terme	-	-	-	66 880	66 880	256	67 136	49 577
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	61 239	-	14 544	-	75 783	1 780	77 563	62 940
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>163 976</b>	<b>-</b>	<b>14 544</b>	<b>66 880</b>	<b>245 400</b>	<b>2 094</b>	<b>247 494</b>	<b>363 342</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	5 256	-	-	-	5 256	-	5 256	10 681
Comptes et avances à terme	662 867	1 514 043	3 556 515	2 406 869	8 040 294	18 042	8 058 336	7 748 419
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>668 123</b>	<b>1 514 043</b>	<b>3 556 515</b>	<b>2 406 869</b>	<b>8 045 550</b>	<b>18 042</b>	<b>8 063 592</b>	<b>7 759 100</b>
<b>TOTAL</b>	<b>732 099</b>	<b>1 514 043</b>	<b>3 571 059</b>	<b>2 473 749</b>	<b>8 290 950</b>	<b>20 136</b>	<b>8 311 086</b>	<b>8 122 442</b>

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale Alsace Vosges.

#### **Note 12. COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE**

##### **Note 12.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle**

	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Comptes ordinaires créditeurs	3 603 838	-	-	-	3 603 838	486	3 604 324	3 491 419
Comptes d'épargne à régime spécial (1)	62 327	-	-	-	62 327	-	62 327	46 937
à vue	62 327	-	-	-	62 327	-	62 327	46 937
à terme	-	-	-	-	-	-	-	-

Autres dettes envers la clientèle :	632 535	841 101	1 037 454	59 953	2 571 043	51 270	2 622 313	2 505 063
à vue	14 953	-	-	-	14 953	23	14 976	15 485
à terme	617 582	841 101	1 037 454	59 953	2 556 090	51 247	2 607 337	2 489 578
Valeurs données en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>4 298 700</b>	<b>841 101</b>	<b>1 037 454</b>	<b>59 953</b>	<b>6 237 208</b>	<b>51 756</b>	<b>6 288 964</b>	<b>6 043 419</b>

(1) Les Comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

#### **Note 12.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique**

Le secteur d'activité de la Caisse régionale Alsace Vosges est la banque de proximité sur sa zone de compétence géographique (départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges).

#### **Note 12.3 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques**

	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>		
Particuliers	2 718 151	2 684 832
Agriculteurs	482 037	474 610
Autres professionnels	316 038	335 518
Clientèle financière	350 451	394 948
Entreprises	2 169 226	1 921 529
Collectivités publiques	34 872	28 180
Autres agents économiques	166 433	155 443
<b>Total en principal</b>	<b>6 237 208</b>	<b>5 995 060</b>
Dettes rattachées	51 756	48 359
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>6 288 964</b>	<b>6 043 419</b>

#### **Note 13. DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE**

##### **Note 13.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle**

Néant.

##### **Note 13.2. Emprunts obligataires (par monnaie d'émission)**

Néant.

#### **Note 14. COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS**

	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Autres passifs (1)</b>		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés (2)	-	-
Instruments conditionnels vendus	63	-
Comptes de règlement et de négociation	-	-
Créditeurs divers	394 970	282 868
Versements restant à effectuer sur titres	31 748	32 477
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>426 781</b>	<b>315 345</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	25 242	34 314
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	822	589
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	-	-
Produits constatés d'avance	88 761	74 245
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	11 712	9 771
Autres charges à payer	46 768	48 108
Autres comptes de régularisation	2 153	2 006
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>175 458</b>	<b>169 033</b>
<b>TOTAL</b>	<b>602 239</b>	<b>484 378</b>

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

(2) Les dettes représentatives de titres empruntés sont présentées sous déduction des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassé en « titres de transaction prêtés ») (Cf. note 32.1 Emprunts de titres).

**Note 15. PROVISIONS**

	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvement s	Solde au 31/12/2025
<b>(En milliers d'euros)</b>						
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	41	153	-	-	-	194
Provisions pour autres engagements sociaux	931	84	-64	-	-	951
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	13 496	31 320	-	-30 397	-	14 419
Provisions pour litiges fiscaux (1)	696	-	-	-696	-	-
Provisions pour autres litiges	6 710	2 090	-62	-405	-	8 333
Provisions pour risques pays (2)	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de crédit (3)	115 642	335 350	-	-325 985	-	125 007
Provisions pour restructurations (4)	-	-	-	-	-	-
Provisions pour impôts (5)	-	-	-	-	-	-
Provisions sur participations (6)	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques opérationnels (7)	1 642	-	-	-1 293	-	349
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (8)	3 158	83	-	-584	-	2 657
Autres provisions (9)	1 809	478	-370	-770	-	1 147
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>144 125</b>	<b>369 558</b>	<b>-496</b>	<b>-360 130</b>	<b>-</b>	<b>153 057</b>

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) La provision pour risques pays couvre le risque de contrepartie sur des débiteurs privés ou publics, lié à la situation économique des pays dont ils dépendent (nationalité et/ou résidence).

(3) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(4) Notamment provisions relatives aux fusions, regroupement de moyens ...

(5) Comprend notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale

(6) Y compris sociétés en participation, GIE, risques immobiliers de participations ...

(7) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(8) Cf note 16 ci-après

(9) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.

Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2025, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 0 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 7 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 39 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement UE n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement UE n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 2 603 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 603 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 9 Comptes de régularisation et actifs divers).

**Note 16. EPARGNE LOGEMENT****Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	147 133	71 728
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	93 164	295 101
Ancienneté de plus de 10 ans	1 085 332	1 099 983
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 325 629</b>	<b>1 466 812</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>304 435</b>	<b>305 785</b>
<b>TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>1 630 064</b>	<b>1 772 589</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

**Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
------------------------------	-------------------	-------------------

Plans d'épargne-logement	16 190	13 552
Comptes épargne-logement	9 025	8 449
<b>TOTAL ENCOURS DE CREDIT OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>25 215</b>	<b>22 001</b>

**Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	382	399
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	106	277
Ancienneté de plus de 10 ans	1 953	2 349
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 441</b>	<b>3 025</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>216</b>	<b>132</b>
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>2 657</b>	<b>3 158</b>

La provision épargne logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixés.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Caisse Régionale Alsace Vosges a comptabilisé une variation de la provision EL selon les éléments communiqués par Credit Agricole SA.

Au 31 décembre 2025, la provision Epargne Logement (EL) s'élève à 2,657 M euros soit une reprise de 0,584 M euros sur PEL et une dotation de 0,083 M Euros sur CEL.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes de la partie Cadre général.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale Alsace Vosges avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

**Note 17. ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES****Variations de la dette actuarielle**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	<b>27 185</b>	<b>26 778</b>
Coût des services rendus sur l'exercice	2 205	1 969
Coût financier	966	849
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-97	36
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-2 244	-2 200
(Gains) / pertes actuariels	-621	-247
Autres mouvements	0	0
<b>DETTE ACTUARIELLE A LA CLOTURE</b>	<b>27 393</b>	<b>27 185</b>

**Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Coût des services rendus	2 205	1 969
Coût financier	966	849
Rendement attendu des actifs	-997	-953
Coût des services passés	0	0
(Gains) / pertes actuariels net	-86	-78
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	0	-238
<b>CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>2 088</b>	<b>1 548</b>

**Variations de juste valeur des actifs des régimes**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture</b>	<b>29 828</b>	<b>29 571</b>
Rendement attendu des actifs	997	953

Gains / (pertes) actuariels	-63	86
Cotisations payées par l'employeur	1 758	1 382
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	-97	36
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	-2 244	-2 200
Autres mouvements	0	0
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT A LA CLOTURE</b>	<b>30 180</b>	<b>29 828</b>

**Composition des actifs des régimes**

Les actifs du régime consistent en un fonds constitué à cet effet auprès de Prédica.

**Variations de la provision**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	-27 393	-27 185
Impact de la limitation d'actifs	0	0
Juste valeur des actifs fin de période	30 180	29 828
<b>POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS A LA CLOTURE</b>	<b>2 787</b>	<b>2 643</b>
(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024

**Rendement des actifs des régimes**

Le taux de rendement moyen des actifs des régimes ressort à 3,24%.

**Hypothèses actuarielles utilisées**

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 5,24 % ;
- Une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 5,74 %.

**Note 18. DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

(En milliers d'euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Dettes subordonnées à terme</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Titres et emprunts participatifs</b>								
<b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>								
<b>Dettes subordonnées à durée indéterminée</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Placement des fonds propres des Caisses</b>	9 850	-	18 480	149 003	177 333	6 087	183 420	176 469
<b>Dépôts de garantie à caractère mutuel</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>9 850</b>	<b>-</b>	<b>18 480</b>	<b>149 003</b>	<b>177 333</b>	<b>6 087</b>	<b>183 420</b>	<b>176 469</b>

(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

**Commentaires :**

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 6 442 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 5 165 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**Note 19. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)****Variation des capitaux propres**

(En milliers d'euros)	Capitaux propres						
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31/12/2023</b>	47 734	896 679	338 876	347 275	-	-	1 681 949
Dividendes versés au titre de N-2	-	-	-	-	-	-	-
Variation de capital(5)	-	-	-	-	-	-	-
Variation des primes et réserves(5)	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat social N-2	-	34 594	11 531	-	-	-	-51 385
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-	-5 260



Résultat de l'exercice N-1	-	-	-	-	-	-	41 690	41 690
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>47 734</b>	<b>931 273</b>	<b>350 407</b>	<b>347 275</b>	-	-	<b>41 690</b>	<b>1 718 379</b>
Dividendes versés au titre de N-1	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des primes et réserves	-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat social N-1	-	27 678	9 226	-	-	-	-41 690	-4 786
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice N	-	-	-	-	-	-	52 661	52 661
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>47 734</b>	<b>958 951</b>	<b>359 633</b>	<b>347 275</b>	-	-	<b>52 661</b>	<b>1 766 254</b>

(1) Le capital est composé de :  
- 23 864 944 parts sociales de 1,50 euro détenues pour 23 825 952 parts par les Caisses locales, 230 parts par les administrateurs de la Caisse régionale et 38 762 parts par les autres souscripteurs ;  
- 7 957 441 certificats coopératifs d'associés de 1,50 euro détenues par SACAMutualisation.

**Note 20. COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres hors FRBG	1 766 254	1 718 379
Fonds pour risques bancaires généraux	62 033	60 033
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 828 287</b>	<b>1 778 412</b>

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 183 420 milliers d'euros au 31 décembre 2025 176 469 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**Note 21. OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS**

(En milliers d'euros)	Opérations avec les entreprises liées et les participations	
	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
<b>Créances</b>	<b>1 355 945</b>	<b>1 014 356</b>
Sur les établissements de crédit et institutions financières	1 335 945	1 014 356
Sur la clientèle	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	20 000	0
<b>Dettes</b>	<b>8 154 591</b>	<b>7 998 854</b>
Sur les établissements de crédits et institutions financières	8 154 591	7 998 854
Sur la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	-	-
<b>Engagements donnés</b>	<b>449 615</b>	<b>533 748</b>
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	-	-
Garanties données à des établissements de crédit	364 359	459 838
Garanties données à la clientèle	85 256	73 910
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	-	-
Autres engagements donnés	-	-

**Note 22. TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES**

La Caisse régionale Alsace Vosges n'a pas effectué de transaction significative avec des parties liées non conclue à des conditions normales de marché.

**Note 23. OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES**

**Contributions par devise au bilan**

(En milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	16 975 566	16 759 482	16 380 146	16 148 418
Autres devises del'Union européenne	13	13	10	10
Franc Suisse	348 595	346 601	333 801	330 808
Dollar	4 248	4 247	14 932	14 932
Yen	2 052	2 052	2 629	2 629
Autres devises	1 222	1 222	480	480

<b>Valeur brute</b>	<b>17 331 696</b>	<b>17 113 617</b>	<b>16 731 998</b>	<b>16 497 277</b>
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	131 681	253 436	108 999	251 968
Dépréciations	-96 324	-	-91 752	-
<b>TOTAL</b>	<b>17 367 053</b>	<b>17 367 053</b>	<b>16 749 245</b>	<b>16 749 245</b>

dont opérations réalisées en Grande Bretagne et/ou en Livre Sterling : 975 milliers GBP

Le montant global de la position de change opérationnelle de la Caisse régionale Alsace Vosges est non significatif au 31 décembre 2025.

#### **Note 24. OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>		<b>31/12/2024</b>	
	<b>A recevoir</b>	<b>A livrer</b>	<b>A recevoir</b>	<b>A livrer</b>
<b>Opérations de change au comptant</b>	-	-	-	-
- Devises	-	-	-	-
- Euros	-	-	-	-
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>41 180</b>	<b>41 119</b>	<b>27 082</b>	<b>27 006</b>
- Devises	20 231	20 231	13 878	13 878
- Euros	20 949	20 888	13 204	13 128
<b>Prêts et emprunts en devises</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>41 180</b>	<b>41 119</b>	<b>27 082</b>	<b>27 006</b>

#### **Note 25. OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>			<b>31/12/2024</b>
	<b>Opérations de couverture</b>	<b>Opérations autres que de couverture</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>
<b>Opérations fermes</b>	<b>6 640 752</b>	<b>380 624</b>	<b>7 021 376</b>	<b>6 684 780</b>
<b>Opérations sur marchés organisés (1)</b>				
Contrats à terme de taux d'intérêt	-	-	-	-
Contrats à terme de change	-	-	-	-
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers	-	-	-	-
Autres contrats à terme	-	-	-	-
<b>Opérations de gré à gré (1)</b>	<b>6 640 752</b>	<b>380 624</b>	<b>7 021 376</b>	<b>6 684 780</b>
Swaps de taux d'intérêt	6 640 752	379 562	7 020 314	6 683 718
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	-	-	-	-
Contrats à terme de change	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers	-	1 062	1 062	1 062
Autres contrats à terme	-	-	-	-
<b>Opérations conditionnelles</b>	-	<b>144 924</b>	<b>144 924</b>	<b>141 674</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>	-	-	-	-
Instruments de taux d'intérêt à terme	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
Instruments sur action et indices boursiers à terme	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
Instruments de taux de change à terme	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
Autres instruments à terme conditionnels	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
<b>Opérations de gré à gré</b>	-	<b>144 924</b>	<b>144 924</b>	<b>141 674</b>
Options de swaps de taux	-	-	-	-
Achetées	-	-	-	-
Vendues	-	-	-	-
Instruments de taux d'intérêts à terme	-	-	-	-
Achetés	-	64 119	64 119	65 698
Vendus	-	64 119	64 119	65 698
Instruments de taux de change à terme	-	-	-	-
Achetés	-	8 343	8 343	5 139
Vendus	-	8 343	8 343	5 139
Instruments sur actions et indices boursiers à terme	-	-	-	-

Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
Autres instruments à terme conditionnels	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
<b>Dérivés de crédit</b>	-	-	-	-
Contrats de dérivés de crédit	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 640 752</b>	<b>525 548</b>	<b>7 166 300</b>	<b>6 826 454</b>

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

**Note 25.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2025			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	< 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	< 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	< 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	16 686	-	-	16 686	-	-	-	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes en devise sur marchés F.R.A.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	275 207	2 004 681	4 740 426	275 207	2 004 681	4 740 426	-	-	-
Caps, Floors, Collars	24 248	102 890	1 100	24 248	102 890	1 100	-	-	-
Forward taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes sur actions et indices	-	1 062	-	-	1 062	-	-	-	-
Opérations conditionnelles sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous total</b>	<b>316 141</b>	<b>2 108 633</b>	<b>4 741 526</b>	<b>316 141</b>	<b>2 108 633</b>	<b>4 741 526</b>	-	-	-
Swaps de devises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations de change à terme	68 550	13 749	-	68 550	13 749	-	-	-	-
<b>Sous total</b>	<b>68 550</b>	<b>13 749</b>	-	<b>68 550</b>	<b>13 749</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>384 691</b>	<b>2 122 382</b>	<b>4 741 526</b>	<b>384 691</b>	<b>2 122 382</b>	<b>4 741 526</b>	-	-	-

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2024			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	< 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	< 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans	< 1 an	> 1 an ≤ 5	> 5 ans
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	10 278	-	-	10 278	-	-	-	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes en devise sur marchés F.R.A.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	32 479	1 815 450	4 835 789	32 479	1 815 450	4 835 789	-	-	-
Caps, Floors, Collars	-	123 982	7 414	-	123 982	7 414	-	-	-
Forward taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes sur actions et indices	-	1 062	-	-	1 062	-	-	-	-
Opérations conditionnelles sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous total</b>	<b>42 757</b>	<b>1 940 494</b>	<b>4 843 203</b>	<b>42 757</b>	<b>1 940 494</b>	<b>4 843 203</b>	-	-	-
Swaps de devises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations de change à terme	42 933	11 155	-	42 933	11 155	-	-	-	-
<b>Sous total</b>	<b>42 933</b>	<b>11 155</b>	-	<b>42 933</b>	<b>11 155</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>85 690</b>	<b>1 951 649</b>	<b>4 843 203</b>	<b>85 690</b>	<b>1 951 649</b>	<b>4 843 203</b>	-	-	-

**Note 25.2. Instruments financiers à terme : juste valeur**

(En milliers d'euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2025	Juste Valeur Négative au 31/12/2025	Encours Notionnel au 31/12/2025	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024
Futures	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	16 686	-	-	10 278
Options de taux	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	329 957	55 423	7 020 314	325 118	122 299	6 683 718
Caps, Floors, Collars	-	-	128 238	-	-	131 396
Forward taux	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes sur actions et indices	-	-	1 062	-	-	1 062
Opérations conditionnelles sur actions et indices	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux	-	-	-	-	-	-

Dérivés de crédit						
<b>Sous total</b>	<b>329 957</b>	<b>55 423</b>	<b>7 166 300</b>	<b>325 118</b>	<b>122 299</b>	<b>6 826 454</b>
Swaps de devises						
Opérations de change à terme			82 299			54 088
<b>Sous total</b>			<b>82 299</b>			<b>54 088</b>
<b>TOTAL</b>	<b>329 957</b>	<b>55 423</b>	<b>7 248 599</b>	<b>325 118</b>	<b>122 299</b>	<b>6 880 542</b>

**Note 25.3. Information sur les Swaps****Ventilation des swaps de taux d'intérêt**

(En milliers d'euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux		332 163	6 308 588	379 562
Contrats assimilés (1)				

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-I du règlement ANC 2014-07.

**Note 26. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>877 552</b>	<b>948 079</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	877 552	948 079
<b>Engagements de garantie</b>	<b>548 818</b>	<b>659 228</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	141 562	141 170
Engagements d'ordre de la clientèle	407 256	518 058
<b>Engagements sur titres</b>	<b>1 573</b>	<b>2 038</b>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
Autres engagements à donner	1 573	2 038

<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>6 000</b>	<b>12 809</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 000	12 809
Engagements reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>4 891 652</b>	<b>4 538 353</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	669 896	704 589
Engagements reçus de la clientèle	4 221 756	3 833 764
<b>Engagements sur titres</b>	<b>1 573</b>	<b>2 038</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
Autres engagements reçus	1 573	2 038

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la COVID-19, la Caisse régionale Alsace Vosges a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2025, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 66 380 milliers d'euros contre 111 177 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Dont sous-participation en risque CACIB pour un montant de 226 726 milliers d'euros au 31/12/2025 contre 328 285 milliers d'euros au 31/12/2024.

**Note 27. ACTIFS DONNES ET RECUS EN GARANTIE****Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2025, la Caisse régionale Alsace Vosges a apporté 4 665 298 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 4 745 218 milliers d'euros en 2024. La Caisse régionale de Crédit Agricole Alsace Vosges conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale Alsace Vosges a apporté :

- 1 103 879 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 291 381 milliers d'euros en 2024.

- 204 149 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 196 995 milliers d'euros en 2024;

- 3 357 270 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 256 842 milliers d'euros en 2024.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque centrale.

**Note 28. ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES**

Les lettres de garantie données par la Caisse régionale Alsace Vosges à Crédit Agricole SA au titre de la garantie de liquidité et de solvabilité du réseau Crédit Agricole s'élève à 1 713 593 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

### **Note 29. ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL**

Néant.

### **Note 30. OPERATIONS DE DESENETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION**

#### **Note 30.1. Désendettement de fait**

Néant.

#### **Note 30.2. Titrisation**

Néant.

### **Note 31. COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES ET DE L'EPARGNE CENTRALISEE**

#### **Note 31.1. Emprunts de titres**

Non concerné.

#### **Note 31.2. Epargne centralisée**

Non concerné.

### **Note 32. PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 790	9 362
Sur opérations internes au Crédit Agricole	42 613	40 662
Sur opérations avec la clientèle	307 484	290 156
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	22 624	20 848
Produit net sur opérations de macro-couverture	60 166	153 509
Sur dettes représentées par un titre	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	1	6
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>437 678</b>	<b>514 543</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-12 365	-19 749
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-260 931	-310 771
Sur opérations avec la clientèle	-90 417	-99 920
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-	-
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-5 339	-4 418
Sur dettes représentées par un titre	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	-1	-1
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-369 053</b>	<b>-434 859</b>
<b>TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES (1)(2)</b>	<b>68 625</b>	<b>79 684</b>

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2025 est de 6 442 milliers d'euros contre 5 165 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Au 31 décembre 2024, un produit de 15 420 milliers d'euros et une charge de 30 846 milliers d'euros auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 35 des présents comptes annuels). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

### **Note 33. REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	48 904	46 233
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	595	595
Opérations diverses sur titres	-	-
<b>TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES</b>	<b>49 499</b>	<b>46 828</b>

### **Note 34. PRODUIT NET DES COMMISSIONS**

	31/12/2025			31/12/2024		
<i>(En milliers d'euros)</i>	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	352	-145	207	348	-147	201
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 560	-1 305	1 255	18 835	-32 163	-13 328
Sur opérations avec la clientèle	28 806	-335	28 471	28 323	-179	28 144
Sur opérations sur titres	37	-	37	-	-	-
Sur opérations de change	239	-	239	243	-	243
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	179	-	179	154	-	154

Sur prestations de services financiers (1)	117 910	13 387	104 523	108 388	-12 681	95 707
Provision pour risques sur commissions	88	-83	5	346	-92	254
<b>TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS (2)</b>	<b>150 171</b>	<b>-15 255</b>	<b>134 916</b>	<b>156 637</b>	<b>-45 262</b>	<b>111 375</b>

(1) Dont prestations assurance-vie : 28 086 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 28 270 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Au 31 décembre 2024, un produit de 15 420 milliers d'euros et une charge de 30 846 milliers d'euros auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilés ». Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 35 des présents comptes annuels). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

#### **Note 35. GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Solde des opérations sur titres de transaction	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	2 998	3 118
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	112	85
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>3 110</b>	<b>3 203</b>

#### **Note 36. GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-3 759	-2 187
Reprises de dépréciations	697	135
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-3 062</b>	<b>-2 052</b>
Plus-values de cession réalisées	5 907	5 629
Moins-values de cession réalisées	-682	-212
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>5 225</b>	<b>5 417</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>2 163</b>	<b>3 365</b>
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>		
Dotations aux dépréciations	-	-
Reprises de dépréciations	-	-
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession réalisées	-	-
Moins-values de cession réalisées	-	-
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>	<b>2 163</b>	<b>3 365</b>

#### **Note 37. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Produits divers	4 559	1 718
Quote part des opérations faites en commun	-	-
Refacturation (1)	4	20
Reprises provisions	26	-
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>4 589</b>	<b>1 738</b>
Charges diverses (1)	-480	-569
Quote part des opérations faites en commun	-245	-235
Refacturation (1)	-	-
Dotations provisions	-	-
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-725</b>	<b>-804</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>3 864</b>	<b>934</b>

(1) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation » intégrait les transferts de charges pour 0 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne « Charges diverses » pour 0 milliers d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l'application du nouveau règlement ANC 2022-06 (cf Note 2 – Principes et méthodes comptables). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant des autres produits et charges d'exploitation bancaire présenté au 31 décembre 2024.

**Note 38. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-64 962	64 981
Charges sociales	-29 709	-29 507
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-7 197	-7 443
Intéressement et participation	-8 650	-7 699
Impôts et taxes sur rémunérations	-9 334	-9 842
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-112 655</b>	<b>-112 29</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel	3 053	2 989
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-109 602</b>	<b>-109 040</b>
<b>Frais administratifs</b>		
Impôts et taxes	-1 984	-1 963
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	-66 760	-61 828
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-68 744</b>	<b>-63 791</b>
Refacturation et transferts de charges administratives	617	450
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-68 127</b>	<b>-63 341</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-177 729</b>	<b>-172 381</b>

(1) Dont 7 milliers d'euros au titre du Fonds de Résolution Unique au titre de l'exercice 2025

(2) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges de personnel » intégrait les transferts de charges de personnel pour 0 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur les lignes « Salaires et traitements » pour 0 milliers d'euros et « Charges sociales » pour 0 milliers d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l'application du nouveau règlement ANC 2022-06 (cf Note 2 – Principes et méthodes comptables). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d'exploitation présenté au 31 décembre 2024.

(3) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges administratives » intégrait les transferts de charges administratives pour 0 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne « Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires » pour 0 milliers d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l'application du nouveau règlement ANC 2022-06 (cf Note 2 – Principes et méthodes comptables). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d'exploitation présenté au 31 décembre 2024.

La réforme des retraites en France adoptée à travers la Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 (publiée au Journal Officiel du 15 avril 2023) et les décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023 (publiés au Journal Officiel du 4 juin 2023) ont été pris en compte dans les états financiers annuel 2024. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime et est comptabilisé en coût des services passés, en charges générales d'exploitation.

**Effectif moyen****Effectif par catégorie**

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	338	363
Non cadres	877	1 091
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>1 216</b>	<b>1 454</b>
Dont : - France	1 216	1 454
- Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		

**Note 39. COUT DU RISQUE**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-407 999</b>	<b>-402 425</b>
Dépréciations de créances douteuses	-39 907	-32 508
Autres provisions et dépréciations	-368 092	-369 917
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>393 113</b>	<b>390 818</b>

Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	34 992	25 717
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	358 121	365 101
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>-14 886</b>	<b>-11 607</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-660	-690
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-5 901	-8 279
Décote sur prêts restructurés	-	-
Récupérations sur créances amorties	99	189
Autres pertes	-	-
Autres produits	-	-
<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>-21 348</b>	<b>-20 387</b>

(1) Dont 594 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 226 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) Dont 62 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.

(3) Dont 12 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

(4) Dont 5 307 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

#### **Note 41. RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES**

	31/12/2025	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Immobilisations financières</b>		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>-855</b>	<b>-898</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-855	-898
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>4 365</b>	<b>1 996</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4 365	1 996
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>3 510</b>	<b>1 098</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	3 510	1 098
<b>Dotation ou reprise nette aux dépréciations</b>	<b>-</b>	<b>39</b>
Sur titres d'investissement	-	18
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-	21
<b>Plus-values de cessions réalisées</b>	<b>-29</b>	<b>-44</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-	-
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-29	-44
<b>Moins-values de cessions réalisées</b>	<b>-29</b>	<b>-5</b>
Sur titres d'investissement	-	18
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-29	-23
Pertes sur créances liées à des titres de participation	<b>3 481</b>	<b>1 093</b>
<b>Solde des plus et moins-values de cessions</b>		
Sur titres d'investissement	704	934
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-212	-217
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>492</b>	<b>717</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>3 973</b>	<b>1 810</b>
Plus-values de cessions	<b>-855</b>	<b>-898</b>
Moins-values de cessions	-	-
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>-855</b>	<b>-898</b>
<b>RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>4 365</b>	<b>1 996</b>

#### **Note 41. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Néant.

#### **Note 43. IMPOT SUR LES BENEFICES**

La charge d'impôt sur les sociétés s'élève à 5 679 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 4 647 milliers d'euros au 31 décembre 2024.



Suite à la signature le 21 avril 2010 d'une convention avec Crédit Agricole SA, la Caisse régionale Alsace Vosges fait partie depuis l'exercice 2010 du groupe fiscal constitué par Crédit Agricole SA.

Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale Alsace Vosges constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle serait redevable en l'absence d'intégration fiscale déduction faite des éventuelles économies d'impôt qui seront rétrocédées par Crédit Agricole SA selon les modalités prévues dans la convention

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 1 054 milliers d'euros dont 1 054 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

**Note 43. INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES**

**Note 43.1. Formation du produit net bancaire par secteur d'activité**

La totalité du Produit net bancaire résulte du secteur d'activité "Banque de proximité en France".

**Note 43.2. Produit net bancaire par secteur d'activité et par zone géographique**

Le secteur d'activité de la Caisse régionale Alsace Vosges est la banque de proximité sur sa zone de compétence géographique (départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges).

**Note 43.3. Formation du résultat courant par secteur d'activité**

Non applicable.

**Note 43.4. Résultat courant par zone géographique**

Le secteur d'activité de la Caisse régionale Alsace Vosges est la banque de proximité sur sa zone de compétence géographique (départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin

**Note 44. EXEMPTION D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDES**

Non applicable.

**Note 45. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION**

Aucun événement postérieur à la clôture, de nature à affecter les comptes individuels de la Caisse régionale Alsace Vosges, au 31 décembre 2025, n'a été identifié.

**Note 46. AFFECTATION DES RESULTATS**

En euros

Bénéfice de l'exercice	52 661 115,50
Report à nouveau - changement de méthode	-
Intérêts aux parts sociales (à 1,40 %)	1 897 263,04
Dividendes aux Certificats Coopératifs d'Associés	3 978 720,50
Excédents restant à affecter	46 785 131,96
Affectation des 3/4 à la réserve légale	35 088 848,97
Réserves facultatives générales	11 696 282,99

**Note 47. IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS**

La Caisse régionale Alsace Vosges ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

**Note 48. PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Collège des Commissaires aux Comptes de la Caisse régionale Alsace Vosges.

(En milliers d'euros hors taxes)	Forvis Mazars	%	PWC	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (1*)	71	95%	73	95%
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)				
Services autres que la certification des comptes et de la CSRD	4	5%	4	5%
TOTAL	75		77	

(\*) y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

**Note 50. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE**

- L'annexe publiée au BALO comporte l'attestation des commissaires aux comptes.
- Concernant le rapport de gestion, celui-ci est mis à disposition du public sur le site internet de la Caisse régionale Alsace Vosges au niveau du rapport d'activité.

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

A l'assemblée générale Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Alsace Vosges  
Exercice clos le 31 décembre 2025

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Alsace Vosges relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes sociaux sont les suivants : examen des conventions réglementées et contrôle du rapport de gestion.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les changements de méthode comptable résultant de l'application de nouveaux règlements ANC.

## Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Dépréciation des crédits sur une base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation. S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.3 de l'annexe aux comptes annuels qui s'élève à 89 M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li> <li>- testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li> <li>- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;</li> <li>- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li> </ul>

## Provisions sur encours sains et dégradés

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), votre caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre connaissance, lors d'un examen critique des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :</li> <li>- les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li> <li>- le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut loss given default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ;</li> <li>- la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li> <li>- la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les provisions.</li> </ul>

<p>Le cumul de ces provisions concernant les prêts et les créances représente 133,1 M€ au 31 décembre 2025 comme détaillé dans la note 15 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'importance des hypothèses prises en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels ;</li> </ul> <p>la matérialité de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- examiner le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ;</li> <li>- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li> <li>- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;</li> <li>- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li> <li>- analyser l'évolution des expositions et des provisions par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ;</li> <li>- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.</li> </ul>
---	---

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Alsace Vosges par l'assemblée générale du 28 mars 2025 pour le cabinet Forvis Mazars et du 16 mars 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la 1ère année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 14ème.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

#### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Levallois-Perret, le 12 mars 2026  
Les commissaires aux comptes  
Forvis Mazar SA  
Matthew BROWN  
Caroline ADAM  
Neuilly-Sur-Seine, le 12 mars 2026  
PricewaterhouseCoopers Audit  
Aurore PRANDI

## **COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025**

**Arrêtés par le Conseil d'administration de La Caisse Régionale Alsace Vosges en date du 30 janvier 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 27 mars 2026.**

**Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers**

### **CADRE GENERAL**

#### **Présentation juridique de l'entité**

Dénomination sociale : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Alsace Vosges  
Siège social : 1 place de la Gare - 67000 STRASBOURG  
R.C.S. : Strasbourg D 437 642 531  
N° SIRET : 437 642 531 00010  
Code APE : 651 D

Forme : Société Coopérative de droit privé à capital et personnel variables régie par les dispositions des articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse régionale Alsace Vosges 50 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

De par la loi, la Caisse régionale Alsace Vosges est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

La Caisse régionale Alsace Vosges fait partie avec 38 autres Caisses régionales du groupe Crédit Agricole.

Pour sa part, Sacam Mutualisation détient 25 % du capital de la Caisse régionale Alsace Vosges suite à une souscription de Certificats Coopératifs d'Association.

#### ***Un Groupe bancaire d'essence mutualiste***

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12,3 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

#### ***Relations internes au Crédit Agricole***

##### **Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

**Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créateur, est présenté au bilan sur la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit".

**Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Dettes envers la clientèle".

**Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

**Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit" (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

**Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

**Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

**Couverture des risques de Liquidité et de Solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA)

supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 [1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement internes s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

#### Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à la Caisse régionale Alsace Vosges sont :

- des entités ayant le contrôle exclusif ou conjoint de la Caisse régionale Alsace Vosges, ou ayant une influence notable sur la Caisse régionale Alsace Vosges, directement ou indirectement ;
- des entités contrôlées par la Caisse régionale Alsace Vosges, directement ou indirectement, en contrôle exclusif ou conjoint ;
- des entités soumises à l'influence notable de la Caisse régionale Alsace Vosges ;
- des entités soumises directement ou indirectement, à un contrôle commun avec la Caisse régionale Alsace Vosges ;
- des entités sur lesquelles une personne physique, partie liée à la Caisse régionale Alsace Vosges, détient le contrôle exclusif ou conjoint, une influence notable, ou encore détient un droit de vote significatif ;
- les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi bénéficiant au personnel de la Caisse régionale Alsace Vosges ou à celui d'une de ses parties liées.

#### ETATS FINANCIERS CONSOLIDES COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024	Correction	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés (1)	4.1	515 794	587 880	1	587 879
Intérêts et charges assimilés (1)	4.1	-436 553	-502 093	-	-502 093
Commissions (produits) (1)	4.2	150 057	156 334	-	156 334
Commissions (charges) (1)	4.2	-15 278	-45 311	-28	-45 283
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	11 896	9 642	-	9 642
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		20	-665	-	-665
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		11 876	10 307	-	10 307
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	47 961	45 074	-	45 074
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-	-	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		47 961	45 074	-	45 074
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	18	-	18

Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-	-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-	-	-
<i>Produits des activités d'assurance</i>		-	-	-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-	-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-	-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-	-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-	-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-	-	-
Produits des autres activités	4.7	2 900	10 160	7 395	2 765
Charges des autres activités	4.7	-3 157	-2 920	-1 509	-1 411
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>273 620</b>	<b>258 784</b>	<b>5 859</b>	<b>252 925</b>
Charges générales d'exploitation	4.8	-177 753	-177 515	-5 361	-172 154
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-10 223	-10 860	-226	-10 634
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>85 644</b>	<b>70 409</b>	<b>272</b>	<b>70 137</b>
Coût du risque	4.10	-22 745	-21 543	1	-21 544
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>62 899</b>	<b>48 866</b>	<b>273</b>	<b>48 593</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	460	889	-	889
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.14	-	-	-	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>63 359</b>	<b>49 755</b>	<b>273</b>	<b>49 482</b>
Impôts sur les bénéfices	4.12	-6 545	-2 376	-376	-2 000
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.11	-	-	-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>56 814</b>	<b>47 379</b>	<b>-103</b>	<b>47 482</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	13.3	-	-	-	-
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>56 814</b>	<b>47 379</b>	<b>-103</b>	<b>47 482</b>

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 15 millions d'euros et une charge de 31 millions d'euros au titre de la marge collecte, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilés ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

#### **RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>Correction</b>	<b>31/12/2024</b>
		<b>Détaché</b>	<b>(*)</b>	<b>Publié</b>
<b>Résultat net</b>	<b>56 814</b>	<b>47 379</b>	<b>(103)</b>	<b>47 482</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	3 630	584	-	584
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	198 050	110 606	-	110 606
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>201 680</b>	<b>111 190</b>	<b>-</b>	<b>111 190</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-6 741</b>	<b>3 291</b>	<b>-</b>	<b>-3 291</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>194 939</b>	<b>107 899</b>	<b>-</b>	<b>107 899</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-1 289	-3	-	-3
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-1 289</b>	<b>-3</b>	<b>-</b>	<b>-3</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>333</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-956</b>	<b>-2</b>	<b>-</b>	<b>-2</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>193 983</b>	<b>107 897</b>	<b>-</b>	<b>107 897</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>250 797</b>	<b>155 276</b>	<b>-103</b>	<b>155 379</b>
Dont part du Groupe	250 797	155 276	103	155 379
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	-	-	-	-

**BILAN ACTIF**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b> <b>Retraité</b>	<b>Correction (*)</b>	<b>31/12/2024</b> <b>Publié</b>
Caisse, banques centrales	6.1	65 024	66 264	-	66 264
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	363 382	386 549	7 660	378 889
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		26 783	20 831	-	20 831
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		336 599	365 718	7 660	358 058
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	361 333	356 014	-	356 014
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	1 618 967	1 348 296	-184 840	1 533 136
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		87 635	30 138	-	30 138
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 531 332	1 318 158	-184 840	1 502 998
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	15 355 305	14 825 366	45	14 825 321
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		1 408 469	1 079 349	-	1 079 349
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		13 213 863	13 016 789	45	13 016 744
<i>Titres de dettes</i>		732 973	729 228	-	729 228
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-294 354	-205 445	-	-205 445
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	33 001	41 077	-	41 077
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	184 657	169 771	28 310	141 461
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-	-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-	-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-	-	-



Participation dans les entreprises mises en équivalence	13.2	-	-	-	-
Immeubles de placement	6.12	63 120	47 827	46 077	1 750
Immobilisations corporelles	6.13	116 323	87 970	40 826	47 144
Immobilisations incorporelles	6.13	115	111	-	111
Ecart d'acquisition	6.14	-	-	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>17 866 873</b>	<b>17 123 800</b>	<b>-61 922</b>	<b>17 185 722</b>

**BILAN PASSIF**

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024	Correction - *	31/12/2024
			Potential		Public
Banques centrales	6.1	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	26 200	20 337	-	20 337
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		26 200	20 337	-	20 337
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	72 660	158 572	-	158 572
Passifs financiers au coût amorti		14 470 547	14 065 256	602	14 064 654
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.4-6.7	8 238 694	8 062 181	-	8 062 181
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.4-6.7	6 190 118	5 961 332	602	5 960 730
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.4-6.7	41 735	41 743	-	41 743
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-416	-678	-	-678
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	249	1 215	279	936
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	618 568	448 765	-49 644	498 409
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-	-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-	-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-	-	-
Provisions	6.15	28 870	29 018	0	29 018
Dettes subordonnées	3.4-6.16	-	-	-	-
					-
<b>Total dettes</b>		<b>15 216 678</b>	<b>14 722 485</b>	<b>-48 763</b>	<b>14 771 248</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 650 195</b>	<b>2 401 315</b>	<b>-13 159</b>	<b>2 414 474</b>
Capitaux propres part du Groupe		<b>2 650 195</b>	<b>2 401 315</b>	<b>-13 159</b>	<b>2 414 474</b>
Capital et réserves liées		559 496	553 726	-	553 726
Réserves consolidées		1 425 707	1 385 912	-13 159	1 399 071
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		608 178	414 195	-	414 195
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-	-	-
Résultat de l'exercice		56 814	47 482	-	47 482
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>17 866 873</b>	<b>17 123 800</b>	<b>-61 922</b>	<b>17 185 722</b>

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

(en milliers d'euros)	Part du Groupe									Participations netes					Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capitaux propres consolidés	Gains et pertes comptabilisés			
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Eliminations	Autres instruments	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement	Gains et pertes comptabilisés directement	Total des gains et pertes comptabilisés				Capitaux propres consolidés	Gains et pertes comptabilisés	Gains et pertes comptabilisés	

<b>Capitaux propres au 1er janvier 2024</b>	<b>206 325</b>	<b>1 758 113</b>	-	-	<b>1 964 438</b>	-	<b>306 298</b>	<b>306 298</b>	-	<b>2 270 736</b>	-	-	-	-	-	<b>2 270 736</b>
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC -2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités</b>	<b>206 325</b>	<b>1 758 113</b>	-	-	<b>1 964 438</b>	-	<b>306 298</b>	<b>306 298</b>	-	<b>2 270 736</b>	-	-	-	-	-	<b>2 270 736</b>
Augmentation / Réduction de capital	-1 602	1 727	-	-	125	-	-	-	-	125	-	-	-	-	-	125
Variation des titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	-9 844	-	-	-9 844	-	-	-	-	-9 844	-	-	-	-	-	-9 844
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans note de	-	-13 800	-	-	-13 800	-	-	-	-	-13 800	-	-	-	-	-	-13 800
Mouvements liés aux paiements en actions	-	451	-	-	451	-	-	-	-	451	-	-	-	-	-	451
<b>Mouvements liés aux</b>	<b>-1 602</b>	<b>-21 917</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-23 519</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-23 519</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-23 519</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-2</b>	<b>107 899</b>	<b>107 897</b>	<b>-</b>	<b>107 897</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>107 897</b>
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	47 482	47 482	-	-	-	-	-	47 482
Autres variations	-	-1 731	-	-	-1 731	-	-	-	-	-1 731	-	-	-	-	-	-1 731
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>	<b>204 723</b>	<b>1 734 916</b>	-	-	<b>1 939 639</b>	<b>-2</b>	<b>414 197</b>	<b>414 195</b>	<b>47 482</b>	<b>2 401 315</b>	-	-	-	-	-	<b>2 401 315</b>
Affectation du résultat 2024	-	47 482	-	-	47 482	-	-	-	-47 482	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2025</b>	<b>204 723</b>	<b>1 782 398</b>	-	-	<b>1 987 121</b>	<b>-2</b>	<b>414 197</b>	<b>414 195</b>	-	<b>2 401 315</b>	-	-	-	-	-	<b>2 401 315</b>
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC -3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraités</b>	<b>204 723</b>	<b>1 795 557</b>	-	-	<b>1 987 121</b>	<b>-2</b>	<b>414 197</b>	<b>414 195</b>	-	<b>2 401 315</b>	-	-	-	-	-	<b>2 401 315</b>
Augmentation / Réduction de capital	5 770	-	-	-	5 770	-	-	-	-	5 770	-	-	-	-	-	5 770
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2025	-	-8 392	-	-	-8 392	-	-	-	-	-8 392	-	-	-	-	-	-8 392
Effet des acquisitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	700	-	-	700	-	-	-	-	700	-	-	-	-	-	700

<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	5 770	-7 692	-	-	-1 922	-	-	-	-	-1 922	-	-	-	-	-1 922
<b>Variation des gains et Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves</b>	-	-	-	-	-	-956	194 939	193 983	-	193 983	-	-	-	-	193 983
<b>Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Quote-part dans les</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat 2025</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	56 814	56 814	-	-	-	-	56 814
<b>Autres variations</b>	-	5	-	-	5	-	-	-	-	5	-	-	-	-	5
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>210 493</b>	<b>1 774 711</b>	-	-	<b>1 985 204</b>	<b>-958</b>	<b>609 136</b>	<b>608 178</b>	<b>56 814</b>	<b>2 650 195</b>	-	-	-	-	<b>2 650 195</b>

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle

#### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de La Caisse Régionale Alsace Vosges.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024 Retroité	Correction	31/12/2024
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>63 359</b>	<b>49 755</b>	<b>273</b>	<b>49 482</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		10 222			10 966
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.15	-			-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		23 634			18 387
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-			-
Résultat net des activités d'investissement		-460			-889
Résultat net des activités de financement		1 315			1 980
Autres mouvements		-387			-8 798
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>34 324</b>			<b>21 646</b>

Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-76 461			-5 211
Flux liés aux opérations avec la clientèle	47 823			-45 607
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-40 109			-365 340
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	89 913			-86 846
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	-			-
Impôts versés	-4 057			-4 224
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>17 109</b>			<b>-507 228</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>	<b>-</b>			<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>	<b>114 792</b>			<b>-436 100</b>
<b>Flux liés aux participations</b>	<b>-6 551</b>			<b>-81 430</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-36 389</b>			<b>-5 455</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>	<b>-</b>			<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>	<b>-42 940</b>			<b>-86 885</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</b>	<b>-2 622</b>			<b>-11 446</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-4 077</b>			<b>3 071</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>	<b>-</b>			<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>	<b>-6 699</b>			<b>-8 375</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>	<b>-</b>			<b>-</b>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)</b>	<b>65 153</b>			<b>-531 360</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>262 537</b>			<b>793 897</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	66 264			69 666
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	196 273			724 231
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>327 690</b>			<b>262 537</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	65 024			66 264
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	262 666			196 273
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>65 153</b>			<b>-531 360</b>

\* Composé du solde net du poste "Caisse, banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).

## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

### 1. Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

#### 1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2024.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif dans le Groupe
IAS 21 / IFRS 1 Absence de convertibilité	01/01/2025	Non

A noter également le règlement ANC n° 2025-01 du 7 février 2025 modifiant le règlement ANC n° 2016-09 et le règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020. Pour rappel, ce règlement concerne l’information spécifique à donner en annexe par les entreprises, à compter des exercices 2025, sur les honoraires de certification des informations de durabilité.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l’application anticipée de normes et interprétations adoptées par l’Union européenne est optionnelle sur une période, l’option n’est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations adoptées par l’Union Européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe

IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d’entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, le Groupe ne prévoit pas que des instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 en viennent à échouer au test SPPI. Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d’application.

Normes et interprétations non encore adoptées par l’Union européenne au 31 décembre 2025

Les normes et interprétations publiées par l’IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l’Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n’entreront en vigueur d’une manière obligatoire qu’à partir de la date prévue par l’Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, sous réserve d’adoption par l’Union européenne. Le Groupe n’appliquera pas cette nouvelle norme de manière anticipée.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l’état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Elle inclut également de nouvelles exigences en matière d’agrégation et de désagrégation des informations financières en fonction des rôles identifiés des états financiers principaux et des notes.

Les travaux d’analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l’IASB pouvant affecter le Groupe

BIP_SEL001	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 7 Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	04/12/2024	Non
IAS 38 Reconnaissance des actifs incorporels résultant d’engagements liés au climat	20/03/2025	Non
IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37 Garanties émises sur les obligations d’autres entités	20/03/2025	Non
IFRS 15 Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	20/03/2025	Non
IAS 29 Evaluation des indicateurs des économies hyperinflationnistes	11/07/2025	Non

1.2 Principes et méthodes comptables  
Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les actifs et les passifs des contrats d'assurance ;
- les actifs et les passifs des contrats de réassurance ;
- les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock options ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

### **Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)**

#### **Définitions**

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que La Caisse Régionale Alsace Vosges utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

#### **Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers**

##### **Evaluation initiale**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

##### **Evaluation ultérieure**

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

#### **Actifs financiers**

##### **Classement et évaluation des actifs financiers**

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

#### Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse régionale Alsace Vosges pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
  - Le *modèle collecte et vente* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
  - Le *modèle autre / vente* dont l'objectif principal est de céder les actifs.
- Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

#### Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.



Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan). En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;  
Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse régionale Alsace Vosges détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;

- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse régionale Alsace Vosges choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat).

Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Reclassement d'actifs financiers

En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

#### Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse régionale Alsace Vosges continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

#### Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

#### Passifs financiers

##### Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

##### Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

##### Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

##### Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.1.5s « Provisions ».

Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Rachat d'actions propres

Non concerné.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

#### **Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers**

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

#### **Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la Caisse régionale Alsace Vosges comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

1<sup>ère</sup> étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la Caisse régionale Alsace Vosges comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;

2<sup>ème</sup> étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse régionale Alsace Vosges comptabilise les pertes attendues à maturité ;

3<sup>ème</sup> étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse régionale Alsace Vosges comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments

financiers en *stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *stage 2*, puis en *stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

#### Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- la Caisse régionale Alsace Vosges estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

#### Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (*Stage 1*) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (*Stage 2* et *3*), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale Alsace Vosges ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

#### Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

#### 1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

#### 2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

**a. Un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

**b. Trois critères absolus.** Le Groupe a défini :

- Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.
- Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.
- Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

#### 3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Stage 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse régionale Alsace Vosges utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêt, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

#### Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse régionale Alsace Vosges a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été

envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs de risque » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

#### Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage 3* aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

#### Instruments financiers dérivés

##### Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;

En capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

#### La comptabilité de couverture

##### Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse régionale Alsace Vosges n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

#### Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;

La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse régionale Alsace Vosges.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;

Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;

Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;

La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

#### Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;

Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

#### Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;

Séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;

Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

#### Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse régionale Alsace Vosges considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

Juste valeur des émissions structurées

Non concerné.

Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse régionale Alsace Vosges peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse régionale Alsace Vosges retient des cours *mid-price* comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse régionale Alsace Vosges, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

Les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;

Les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

### Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse régionale Alsace Vosges compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

### Gains ou pertes nets sur instruments financiers

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :



Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;  
 Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;  
 Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;  
 Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;  
 Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;  
 Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

#### **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

Le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre "Dépréciation" ; ou  
 Le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

#### **Provisions (IAS 37)**

La Caisse régionale Alsace Vosges identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse régionale Alsace Vosges a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;

L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;

La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.

Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 "Provisions".

#### **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

Les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;

Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;

Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;

Les indemnités de cessation d'emploi.

#### **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

#### **Avantages postérieurs à l'emploi**

##### **Régimes à prestations définies**

La Caisse Régionale Alsace Vosges détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, La Caisse Régionale Alsace Vosges impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;

- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, La Caisse Régionale de Alsace Vosges a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de La Caisse Régionale Alsace Vosges, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « Provisions ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

##### **• Régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, La Caisse Régionale Alsace Vosges n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

#### **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

## Indemnités de cessation d'emploi

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

## Paielements fondés sur des actions (IFRS 2)

Non concerné.

## Impôts sur le résultat (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83% pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

## Impôts exigibles

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique "Impôts sur les bénéfices" du compte de résultat.

## Impôts différés

Certaines opérations réalisées par la Caisse régionale Alsace Vosges peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

• La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;

• La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- la Caisse régionale Alsace Vosges a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;

- Soit par un regroupement d'entreprises.

## Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse régionale Alsace Vosges au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

## Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

## Risques fiscaux

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;

Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;

En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

#### Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

La Caisse régionale Alsace Vosges applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Logiciels	Linéaire 1 an
Gros œuvre	Linéaire 30 ans
Second œuvre	Linéaire 25 ans
Agencements	10 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel de sécurité	Dégressif 5 ans
Matériel informatique	Dégressif 3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire 10 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	Linéaire 1 an

#### Opérations en devises (IAS 21)

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;

Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;

Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;

Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;

En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

#### **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

-Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

-Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

#### **Contrats de location (IFRS 16)**

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

##### **Contrats de location dont le Groupe est bailleur**

Les opérations de location sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Pour les créances de location-financement, la Caisse régionale Alsace Vosges applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les immobilisations corporelles à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les " produits des autres activités " et les " charges des autres activités ".

##### **Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée initiale sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'en dettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### **1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)**

#### **Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale Alsace Vosges et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse régionale Alsace Vosges dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

#### **Consolidation des Caisses régionales**

Les normes de consolidation existantes dans le référentiel international sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole Alsace Vosges représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale Alsace Vosges et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

#### **Notions de contrôle**

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse régionale Alsace Vosges est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse régionale Alsace Vosges la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse régionale Alsace Vosges contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse régionale Alsace Vosges détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse régionale Alsace Vosges lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par la Caisse régionale Alsace Vosges, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse régionale Alsace Vosges est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

#### **Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse régionale Alsace Vosges sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale Alsace Vosges ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse régionale Alsace Vosges constate :  
- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;  
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

#### **Retraitements et éliminations**

Conformément à IFRS 10, la Caisse régionale Alsace Vosges effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

#### **Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)**

Néant.

#### **Regroupements d'entreprises – Ecarts d'acquisition**

##### **Evaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition**

Néant.

#### **Dépréciation des écarts d'acquisition**

Néant.

#### **Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition**

Néant.

#### **Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires**

Néant.

## 2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 », ainsi qu'en note 12 « Impact des évolutions comptables et autres événements ».

### FCT Crédit Agricole Habitat 2025

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché. Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

### FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

## 3. Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse régionale Alsace Vosges est assuré par le service contrôle permanent qui est rattaché au Directeur et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risque", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

### 3.1 Risque de crédit

Cf. chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macro-économiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et La Caisse Régionale Alsace Vosges a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

#### 3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

#### Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés - Stage 3		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois		Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute -a	Correction de valeur pour pertes -b	Valeur nette comptable -a + -b
-en milliers d'euros									
Au 31 décembre 2024	722 551	-600	7 436	-159	-	-	729 987	-759	729 228
Transferts d'actifs en	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	722 551	-600	7 436	-159	-	-	729 987	-759	729 228
Variations des valeurs	11 612	-14	-	-44	-	-	11 612	-58	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	37 227	-25	-	-			37 227	-25	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-25 615	7	-	-	-	-	-25 615	7	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	



Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		4		-44		-		-40	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total</b>	<b>734 163</b>	<b>-614</b>	<b>7 436</b>	<b>-203</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>741 599</b>	<b>-817</b>	<b>740 782</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-7 809		-		-		-7 809		
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>726 354</b>	<b>-614</b>	<b>7 436</b>	<b>-203</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>733 790</b>	<b>-817</b>	<b>732 973</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

**Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2024	73 926	-	-	-	-	-	73 926	-	73 926
Transferts d'actifs en	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	73 926	-	-	-	-	-	73 926	-	73 926
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-1 392	-	-	-	-	-	-1 392	-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	1 992	-	-	-			1 992	-	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-3 384	-	-	-	-	-	-3 384	-	
Passages à perte					-	-	-	-	

Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total</b>	<b>72 534</b>	-	-	-	-	-	<b>72 534</b>	-	<b>72 534</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modèles	-		-		-		-		
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>72 534</b>	-	-	-	-	-	<b>72 534</b>	-	<b>72 534</b>

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		
---	---	--	---	--	---	--	---	--	--

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

#### Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

-en milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute -a	Correction de valeur pour pertes -b	Valeur nette comptable -a + -b
Au 31 décembre 2024	11 766 692	-36 042	1 259 762	-79 600	183 907	-77 975	13 210 361	-193 617	13 016 744
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-422 638	-10 104	384 437	21 052	38 201	-14 737	-	-3 789	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-987 672	6 107	987 672	-19 627			-	-13 520	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	582 180	-16 603	-582 180	38 308			-	21 705	
Transferts vers Stage 3 (1)	-24 648	510	-31 902	3 559	56 550	-18 231	-	-14 162	
Retour de Stage 3	7 502	-118	10 847	-1 188	-18 349	3 494	-	2 188	
Total après transferts	11 344 054	-46 146	1 644 199	-58 548	222 108	-92 712	13 210 361	-197 406	13 012 955
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	399 470	13 869	-159 292	-34 180	-29 494	9 838	210 684	-10 473	
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	1 980 393	-9 287	153 121	-11 096			2 133 514	-20 383	

Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-1 574 260	5 472	-312 413	11 163	-23 161	16 640	-1 909 834	33 275	
Passages à perte					-6 333	6 099	-6 333	6 099	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	1	-	12	-	20	-	33	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		17 683		-34 259		-14 147		-30 723	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de	45	-	-	-	-	-	45	-	
Autres	-6 708	-	-	-	-	1 226	-6 708	1 226	
<b>Total</b>	<b>11 743 524</b>	<b>-32 277</b>	<b>1 484 907</b>	<b>-92 728</b>	<b>192 614</b>	<b>-82 874</b>	<b>13 421 045</b>	<b>-207 879</b>	<b>13 213 166</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-1 568		-1 854		4 119		697		
<b>Au 31 décembre</b>	<b>11 741 956</b>	<b>-32 277</b>	<b>1 483 053</b>	<b>-92 728</b>	<b>196 733</b>	<b>-82 874</b>	<b>13 421 742</b>	<b>-207 879</b>	<b>13 213 863</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes**

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2024	30 138	-19	-	-	-	-	30 138	-19
Transferts d'actifs en cours de vie d'un	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	30 138	-19	-	-	-	-	30 138	-19
Variations des valeurs comptables et	56 207	-38	-	-	-	-	56 207	-38
Réévaluation de juste valeur sur la période	-1 290		-		-		-1 290	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	58 237	-39	-	-			58 237	-39

Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-740	1	-	-	-	-	-740	1
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>86 345</b>	<b>-57</b>	-	-	-	-	<b>86 345</b>	<b>-57</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptables spécifiques (sans impact)	1 290		-		-		1 290	
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>87 635</b>	<b>-57</b>	-	-	-	-	<b>87 635</b>	<b>-57</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit**

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des valeurs comptables et	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeur sur la période	-		-		-		-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-

Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-	
<b>Au 31 décembre 2025</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur la clientèle**

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des valeurs comptables et des	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation de juste valeurs sur la période	-		-		-		-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-			-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-	
Au 31 décembre 2025	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

**Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

-en milliers d'euros	Engagements sains				Engagements provisionnés - Stage 3		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant net de l'engagement

<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>893 354</b>	<b>-3 120</b>	<b>53 216</b>	<b>-1 933</b>	<b>1 509</b>	<b>-25</b>	<b>948 079</b>	<b>-5 078</b>	<b>943 001</b>
<b>Transferts</b>	<b>-61 280</b>	<b>37</b>	<b>59 950</b>	<b>-206</b>	<b>1 330</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-169</b>	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-72 606	260	72 606	-551			-	-291	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	12 119	-223	-12 119	345			-	122	
Transferts vers Stage 3 (1)	-869	-	-618	-	1 487	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	76	-	81	-	-157	-	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>832 074</b>	<b>-3 083</b>	<b>113 166</b>	<b>-2 139</b>	<b>2 839</b>	<b>-25</b>	<b>948 079</b>	<b>-5 247</b>	<b>942 832</b>
<b>Variations des</b>	<b>-57 309</b>	<b>631</b>	<b>-12 505</b>	<b>-1 192</b>	<b>-713</b>	<b>-</b>	<b>-70 527</b>	<b>-561</b>	
Nouveaux engagements donnés (2)	383 447	-1 317	24 682	-1 537			408 129	-2 854	
Extinction des engagements	-440 749	1 918	-37 180	3 181	-1 123	1	-479 052	5 100	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		30		-2 836		-1		-2 807	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-7	-	-7	-	410	-	396	-	
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>774 765</b>	<b>-2 452</b>	<b>100 661</b>	<b>-3 331</b>	<b>2 126</b>	<b>-25</b>	<b>877 552</b>	<b>-5 808</b>	<b>871 744</b>

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

**Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

<i>-en milliers d'euros</i>	Engagements sains				Engagements provisionnés - Stage 3		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois - Stage 1		Engagements soumis à une ECL à maturité - Stage 2		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant net de l'engagement
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>624 057</b>	<b>-961</b>	<b>25 550</b>	<b>-5 495</b>	<b>2 638</b>	<b>-2 189</b>	<b>652 245</b>	<b>-8 645</b>	<b>643 600</b>
<b>Transferts</b>	<b>-8 467</b>	<b>-406</b>	<b>2 535</b>	<b>1 072</b>	<b>5 932</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>666</b>	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-20 238	198	20 238	-1 381			-	-1 183	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	11 951	-604	-11 951	2 453			-	1 849	
Transferts vers Stage 3 (1)	-194	-	-5 754	-	5 948	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	14	-	2	-	-16	-	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>615 590</b>	<b>-1 367</b>	<b>28 085</b>	<b>-4 423</b>	<b>8 570</b>	<b>-2 189</b>	<b>652 245</b>	<b>-7 979</b>	<b>644 266</b>
<b>Variations des montants de</b>	<b>-104 671</b>	<b>219</b>	<b>-5 286</b>	<b>3 234</b>	<b>58</b>	<b>-4 370</b>	<b>-109 899</b>	<b>-917</b>	
Nouveaux engagements donnés (2)	89 798	-78	1 823	-140			91 621	-218	
Extinction des engagements	-168 768	231	-7 109	2 792	-227	1	-176 104	3 024	
Passages à perte					-4	4	-4	4	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		66		582		-4 375		-3 727	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-25 701	-	-	-	289	-	-25 412	-	

<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>510 919</b>	<b>-1 148</b>	<b>22 799</b>	<b>-1 189</b>	<b>8 628</b>	<b>-6 559</b>	<b>542 346</b>	<b>-8 896</b>	<b>533 450</b>
----------------------------	----------------	---------------	---------------	---------------	--------------	---------------	----------------	---------------	----------------

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

### 3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

#### Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>218 829</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	26 783	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	192 046	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>361 333</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>580 162</b>	-	-	-	-	-

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>162 274</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	20 831	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	141 443	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>356 014</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>518 288</b>	-	-	-	-	-

#### Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						

<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>87 635</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	<b>87 635</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>14 019 370</b>	-	<b>4 650 019</b>	<b>1 117 059</b>	<b>4 611 847</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	113 859	-	39 905	7 994	46 466	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	<b>72 534</b>	-	-	<b>63 065</b>	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	<b>13 213 863</b>	-	<b>4 650 019</b>	<b>1 053 994</b>	<b>4 570 265</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	113 859	-	39 905	7 994	46 466	-
Titres de dettes	<b>732 973</b>	-	-	-	<b>41 582</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>14 107 005</b>	-	<b>4 650 019</b>	<b>1 117 059</b>	<b>4 611 847</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	113 859	-	39 905	7 994	46 466	-

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de reboursement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>30 138</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	<b>30 138</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>13 819 898</b>	-	<b>4 798 660</b>	<b>1 100 795</b>	<b>4 229 185</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	105 932	-	35 474	7 956	43 858	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	<b>73 926</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	<b>13 016 744</b>	-	<b>4 798 660</b>	<b>1 100 795</b>	<b>4 187 688</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	105 932	-	35 474	7 956	43 858	-
Titres de dettes	<b>729 228</b>	-	-	-	<b>41 497</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>13 850 036</b>	-	<b>4 798 660</b>	<b>1 100 795</b>	<b>4 229 185</b>	-



dont : actifs dépréciés en date de clôture	105 932	-	35 474	7 956	43 858	-
--	---------	---	--------	-------	--------	---

**Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement**

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
(en milliers d'euros)		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>533 450</b>	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 069	-	-	-	-	-
<b>Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>871 744</b>	-	<b>73 821</b>	<b>70 151</b>	<b>106 161</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 101	-	24	5	342	-
<b>Total</b>	<b>1 405 194</b>	-	<b>73 821</b>	<b>70 151</b>	<b>106 161</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	4 170	-	24	5	342	-

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
(en milliers d'euros)		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>643 600</b>	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	449	-	-	-	-	-
<b>Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>943 001</b>	-	<b>103 021</b>	<b>99 267</b>	<b>116 058</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 484	-	1	169	362	-
<b>Total</b>	<b>1 586 601</b>	-	<b>103 021</b>	<b>99 267</b>	<b>116 058</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 933	-	1	169	362	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

**3.1.3 Actifs financiers modifiés**

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse régionale Alsace Vosges a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit").

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

	2025		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
(en milliers d'euros)			
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-

Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	-	-	<b>5 068</b>
Valeur comptable brute avant modification	-	-	5 068
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 “Principes et méthodes comptables”, chapitre “Instruments financiers - Risque de crédit”, les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l’objet d’un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

	Valeur comptable brute
(en milliers d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
<b>Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période</b>	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
<b>Total</b>	-

### 3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

### Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d’enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15% au 31.12.2025.

### Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	7 859 122	-3 813	178 557	-1 971	-	-	8 031 895
	0,5% < PD ≤ 2%	745 199	-3 268	202 419	-4 649	-	-	939 701
	2% < PD ≤ 15%	466 001	-8 521	474 363	-31 552	-	-	900 291
	15% < PD < 100%	-	-	185 997	-24 970	-	-	161 027
	PD = 100%	-	-	-	-	152 716	-56 816	95 900
Total Clientèle de détail		9 070 322	-15 602	1 041 336	-63 142	152 716	-56 816	10 128 814
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 606 880	-2 918	45 165	-280	-	-	2 648 847
	0,6% < PD < 12%	863 642	-14 371	304 518	-16 878	-	-	1 136 911
	12% ≤ PD < 100%	-	-	99 469	-12 631	-	-	86 838
	PD = 100%	-	-	-	-	44 017	-26 058	17 959
Total Hors clientèle de détail		3 470 522	-17 289	449 152	-29 789	44 017	-26 058	3 890 555
Total		12 540 844	-32 891	1 490 489	-92 931	196 733	-82 874	14 019 370

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	7 525 766	-3 711	206 717	-3 984	-	-	7 724 788
	0,5% < PD ≤ 2%	971 778	-4 560	293 079	-9 063	-	-	1 251 234
	2% < PD ≤ 20%	473 192	-10 249	393 535	-36 781	-	-	819 697
	20% < PD < 100%	-	-	14 499	-1 671	-	-	12 828
	PD = 100%	-	-	-	-	134 947	-49 254	85 693
Total Clientèle de détail		8 970 736	-18 520	907 830	-51 499	134 947	-49 254	9 894 240
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 809 443	-3 840	43 904	-1 404	-	-	2 848 103
	0,6% < PD < 12%	782 990	-14 282	252 586	-18 920	-	-	1 002 374
	12% ≤ PD < 100%	-	-	62 878	-7 936	-	-	54 942
	PD = 100%	-	-	-	-	48 960	-28 721	20 239
Total Hors clientèle de détail		3 592 433	-18 122	359 368	-28 260	48 960	-28 721	3 925 658
Total		12 563 169	-36 642	1 267 198	-79 759	183 907	-77 975	13 819 898

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	87 692	-57	-	-	-	-	87 635
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		87 692	-57	-	-	-	-	87 635
Total		87 692	-57	-	-	-	-	87 635

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-			-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-			-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-			-
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
<b>Total Clientèle de détail</b>		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	30 157	-19	-	-			30 138
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-			-
	12% ≤ PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>30 157</b>	<b>-19</b>	-	-	-	-	<b>30 138</b>
<b>Total</b>		<b>30 157</b>	<b>-19</b>	-	-	-	-	<b>30 138</b>

**Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	337 150	-218	2 585	-14			339 503
	0,5% < PD ≤ 2%	37 071	-254	10 420	-118			47 119
	2% < PD ≤ 20%	20 070	-620	10 307	-470			29 287
	20% < PD < 100%			5 894	-1 084			4 810
	PD = 100%					1 066	-	1 066
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>394 291</b>	<b>-1 092</b>	<b>29 206</b>	<b>-1 686</b>	<b>1 066</b>	<b>-</b>	<b>421 785</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	248 324	-225	1 475	-16			249 558
	0,6% < PD < 12%	132 150	-1 135	59 947	-819			190 143
	12% ≤ PD < 100%			10 033	-810			9 223
	PD = 100%					1 060	-25	1 035
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>380 474</b>	<b>-1 360</b>	<b>71 455</b>	<b>-1 645</b>	<b>1 060</b>	<b>-25</b>	<b>449 959</b>
<b>Total</b>		<b>774 765</b>	<b>-2 452</b>	<b>100 661</b>	<b>-3 331</b>	<b>2 126</b>	<b>-25</b>	<b>871 744</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements s soumis à une ECL 12 mois	Engagements s soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements s soumis à une ECL à maturité	Engagements s provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements s (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	353 108	-220	3 510	-109			356 289
	0,5% < PD ≤ 2%	49 396	-360	5 472	-108			54 400
	2% < PD ≤ 20%	28 187	-892	8 465	-690			35 070
	20% < PD < 100%			681	-27			654
	PD = 100%					1 167	-	1 167
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>430 691</b>	<b>-1 472</b>	<b>18 128</b>	<b>-934</b>	<b>1 167</b>	<b>-</b>	<b>447 580</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	334 927	-460	3 749	-23			338 193
	0,6% < PD < 12%	127 736	-1 188	24 319	-734			150 133
	12% ≤ PD < 100%			7 020	-242			6 778
	PD = 100%					342	-25	317
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>462 663</b>	<b>-1 648</b>	<b>35 088</b>	<b>-999</b>	<b>342</b>	<b>-25</b>	<b>495 421</b>
<b>Total</b>		<b>893 354</b>	<b>-3 120</b>	<b>53 216</b>	<b>-1 933</b>	<b>1 509</b>	<b>-25</b>	<b>943 001</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements s soumis à une ECL 12 mois	Engagements s soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements s soumis à une ECL à maturité	Engagements s provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements s (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	11 637	-9	64	-			11 692
	0,5% < PD ≤ 2%	2 234	-7	235	-14			2 448
	2% < PD ≤ 20%	1 250	-19	433	-17			1 647
	20% < PD < 100%			238	-14			224
	PD = 100%					1 346	-283	1 063
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>17 874</b>	<b>15 121</b>	<b>-35</b>	<b>970</b>	<b>-45</b>	<b>1 346</b>	<b>-283</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	461 099	-75	808	-7			461 825
	0,6% < PD < 12%	34 699	-1 038	17 305	-751			50 215
	12% ≤ PD < 100%			3 716	-386			3 330
	PD = 100%					7 282	-6 276	1 006
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>606 183</b>	<b>495 798</b>	<b>-1 113</b>	<b>21 829</b>	<b>-1 144</b>	<b>7 282</b>	<b>-6 276</b>
<b>TOTAL</b>		<b>624 057</b>	<b>510 919</b>	<b>-1 148</b>	<b>22 799</b>	<b>-1 189</b>	<b>8 628</b>	<b>-6 559</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
		Engagement s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagement s soumis à une ECL 12 mois	Engagement s soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagement s soumis à une ECL à maturité	Engagement s provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagement s (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	11 920	-11	42	-2			11 949
	0,5% < PD ≤ 2%	4 228	-22	171	-9			4 368
	2% < PD ≤ 20%	1 726	-47	1 377	-305			2 751
	20% < PD < 100%			12	-3			9
	PD = 100%					174	-225	-51
Total Clientèle de détail		17 874	-80	1 602	-319	174	-225	19 026
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	566 636	-287	2 318	-236			568 431
	0,6% < PD < 12%	39 547	-594	19 496	-4 732			53 717
	12% ≤ PD < 100%			2 134	-208			1 926
	PD = 100%					2 464	-1 964	500
Total Hors clientèle de détail		606 183	-881	23 948	-5 176	2 464	-1 964	624 574
TOTAL		624 057	-961	25 550	-5 495	2 638	-2 189	643 600

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

Concentrations du risque de crédit par agent économique  
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur comptable	Montant des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit		Valeur comptable	Montant des variations de juste valeur résultant des variations du risque de crédit	
		Sur la période	En cumulé		Sur la période	En cumulé
Administration générale	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
		Montant des variations de juste valeur			Montant des variations de juste valeur	
		Sur la période	En cumulé		Sur la période	En cumulé
Dérivés de crédit et assimilés limitant l'exposition au risque		-	-		-	-

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains				Actifs sains			

-en milliers d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i -	Actifs soumis à une ECL à matur ité - Stage	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i -	Actifs dépré- ciés - Stage 3	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i -	Total brut	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i -	Actifs soumis à une ECL à matur ité - Stage	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i -	Actifs dépré- ciés - Stage 3	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i -	Total brut
Administration générale	963 133	-855	7 278	-459	-	-	970 411	1 013 499	-867	7 909	-289	-	-	1 021 408
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	275 587	-131	-	-	-	-	275 587	262 621	-136	-	-	-	-	262 621
Grandes entreprises	2 231	-	441 874	-	44 017	-	2 717	2 316	-	351 459	-	48 960	-	2 716
Clientèle de détail	802	16 303	4	29 330	152 71	26 058	693	313	17 119	9	27 971	134 94	28 721	732
	9 070	-	1 041	337	6	-	10 264	8 970	-	907 83	-	7	-	10 013
	322	15 602	63 142	6	56 816	-	375	736	18 520	0	51 499	49 254	-	513
<b>Total</b>	<b>12 540 844</b>	<b>-32 891</b>	<b>1 490 489</b>	<b>-92 931</b>	<b>196 733</b>	<b>-82 874</b>	<b>14 228 066</b>	<b>12 563 169</b>	<b>-36 642</b>	<b>1 267 198</b>	<b>-79 759</b>	<b>183 907</b>	<b>-77 975</b>	<b>14 014 274</b>

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépré- ciés (Stage 3)	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i - Stage 3	Total	Actifs sains				Actifs dépré- ciés (Stage 3)	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i - Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à matur ité (Stage 2)	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à matur ité (Stage 2)	Dépré- ciatio n des actifs au coût amort i - Stage 2			
Administration générale	19 205	(19)	-	-	-	-	19 205	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	68 430	(38)	-	-	-	-	68 430	30 138	(19)	-	-	-	-	30 138
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>87 635</b>	<b>(57)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>87 635</b>	<b>30 138</b>	<b>(19)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 138</b>

Dettes envers la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Potentiel	Correction	31/12/2024
Administration générale	27 390	19 670		19 670
Grandes entreprises	2 434 649	2 240 451		2 240 451
Clientèle de détail	3 728 079	3 701 211	602	3 700 609
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>6 190 118</b>	<b>5 961 332</b>	<b>602</b>	<b>5 960 730</b>

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains				Engagements sains			

	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2)	Engagements soumis à des provisions provisionnées (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3)	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2)	Engagements soumis à des provisions provisionnées (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3)	Total brut
<i>(en milliers d'euros)</i>														
Administration générale	36 792	-15	2 000	-28	-	-	38 792	23 163	-25	-	-	-	-	23 163
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	343 682	-1 345	69 455	-1 617	1 060	-25	414 197	439 500	-1 623	35 088	-999	342	-25	474 930
Clientèle de détail	394 291	-1 092	29 206	-1 686	1 066	-	424 563	430 691	-1 472	18 128	-934	1 167	-	449 986
<b>Total</b>	<b>774 765</b>	<b>-2 452</b>	<b>100 661</b>	<b>-3 331</b>	<b>2 126</b>	<b>-25</b>	<b>877 552</b>	<b>893 354</b>	<b>-3 120</b>	<b>53 216</b>	<b>-1 933</b>	<b>1 509</b>	<b>-25</b>	<b>1 48 079</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements soumis à des provisions provisionnées (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3)	Total brut	Engagements sains				Engagements soumis à des provisions provisionnées (Stage 3)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 3)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2)			
<i>(en milliers d'euros)</i>														
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	135 198	-	-	-	-	-	135 198	134 296	-	-	-	-	-	134 296
Grandes entreprises	360 600	-1 113	21 829	-1 144	7 282	-6 276	389 711	471 887	-881	23 948	-5 176	2 464	-1 964	498 299
Clientèle de détail	15 121	-35	970	-45	1 346	-283	17 437	17 874	-80	1 602	-319	174	-225	19 650
<b>Total</b>	<b>510 919</b>	<b>-1 148</b>	<b>22 799</b>	<b>-1 189</b>	<b>8 628</b>	<b>-6 559</b>	<b>542 346</b>	<b>624 057</b>	<b>-961</b>	<b>25 550</b>	<b>-5 495</b>	<b>2 638</b>	<b>-2 189</b>	<b>652 245</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Concentrations du risque de crédit par zone géographique**

**Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	12 146 309	1 468 919	191 961	<b>13 807 189</b>	12 166 878	1 246 088	181 044	<b>13 594 010</b>



Autres pays de l'Union européenne	257 299	6 510	963	<b>264 772</b>	254 821	8 207	450	<b>263 478</b>
Autres pays d'Europe	81 691	14 032	3 611	<b>99 334</b>	74 237	12 423	2 215	<b>88 875</b>
Amérique du Nord	1 882	240	96	<b>2 218</b>	2 206	-	96	<b>2 302</b>
Amériques centrale et du Sud	3	-	-	<b>3</b>	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	1 276	236	-	<b>1 512</b>	2 331	175	-	<b>2 506</b>
Asie et Océanie (hors Japon)	1 842	552	102	<b>2 496</b>	2 122	305	102	<b>2 529</b>
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	50 542	-	-	<b>50 542</b>	60 574	-	-	<b>60 574</b>
Dépréciations	-32 891	-92 931	-82 874	<b>-208 696</b>	-36 642	-79 759	-77 975	<b>-194 376</b>
<b>Total</b>	<b>12 507 953</b>	<b>1 397 558</b>	<b>113 859</b>	<b>14 019 370</b>	<b>12 526 527</b>	<b>1 187 439</b>	<b>105 932</b>	<b>13 819 898</b>

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	33 195	-	-	<b>33 195</b>	9 984	-	-	<b>9 984</b>
Autres pays de l'Union européenne	44 776	-	-	<b>44 776</b>	20 154	-	-	<b>20 154</b>
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	9 664	-	-	<b>9 664</b>	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>87 635</b>	-	-	<b>87 635</b>	<b>30 138</b>	-	-	<b>30 138</b>

Pour rappel, les dépréciations au titre du risque de crédit sur actifs à la juste valeur par capitaux propres recyclables n'impactent pas la valeur comptable de l'actif au Bilan. En effet, elles sont comptabilisées dans le résultat de la période en contrepartie des capitaux propres.

Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024 <b>Retraité</b>	Correction	31/12/2024
France (y compris DROM-COM)	6 025 939	5 835 876	602	5 835 274
Autres pays de l'Union européenne	128 783	89 403		89 403
Autres pays d'Europe	20 913	21 040		21 040
Amérique du Nord	6 814	6 659		6 659
Amériques centrale et du Sud	577	582		582
Afrique et Moyen-Orient	3 618	4 287		4 287
Asie et Océanie (hors Japon)	3 463	3 475		3 475
Japon	11	10		10
Organismes supra-nationaux	-	-		-
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>6 190 118</b>	<b>5 961 332</b>	<b>602</b>	<b>5 960 730</b>

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagemen ts provisionné s (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagemen ts provisionné s (Stage 3)	Total
	Engagemen ts soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagemen ts soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagemen ts soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagemen ts soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	767 254	93 623	2 113	<b>862 990</b>	884 360	52 834	1 509	<b>938 703</b>
Autres pays de l'Union européenne	3 814	7 016	-	<b>10 830</b>	4 435	15	-	<b>4 450</b>
Autres pays d'Europe	3 553	15	13	<b>3 581</b>	4 266	363	-	<b>4 629</b>
Amérique du Nord	64	2	-	<b>66</b>	31	2	-	<b>33</b>
Amériques centrale et du Sud	7	-	-	<b>7</b>	6	-	-	<b>6</b>
Afrique et Moyen-Orient	58	4	-	<b>62</b>	39	-	-	<b>39</b>
Asie et Océanie (hors Japon)	15	1	-	<b>16</b>	217	2	-	<b>219</b>
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-2 452	-3 331	-25	<b>-5 808</b>	-3 120	-1 933	-25	<b>-5 078</b>
<b>Total</b>	<b>772 313</b>	<b>97 330</b>	<b>2 101</b>	<b>871 744</b>	<b>890 234</b>	<b>51 283</b>	<b>1 484</b>	<b>943 001</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagemen ts provisionné s (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagemen ts provisionné s (Stage 3)	Total
	Engagemen ts soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagemen ts soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagemen ts soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagemen ts soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	454 475	22 766	8 628	<b>485 869</b>	523 179	25 550	2 638	<b>551 367</b>
Autres pays de l'Union européenne	51 218	-	-	<b>51 218</b>	81 026	-	-	<b>81 026</b>
Autres pays d'Europe	5 225	33	-	<b>5 258</b>	19 851	-	-	<b>19 851</b>
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	1	-	-	<b>1</b>	1	-	-	<b>1</b>
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-1 148	-1 189	-6 559	<b>-8 896</b>	-961	-5 495	-2 189	<b>-8 645</b>
<b>Total</b>	<b>509 771</b>	<b>21 610</b>	<b>2 069</b>	<b>533 450</b>	<b>623 096</b>	<b>20 055</b>	<b>449</b>	<b>643 600</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## 3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2025								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>50 382</b>	<b>2 786</b>	-	<b>41 852</b>	<b>21 777</b>	-	<b>5 680</b>	<b>6 153</b>	<b>49 196</b>
Administration générale	1 090	261	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	17 701	1 585	-	5 656	7 899	-	70	1 378	9 740
Clientèle de détail	31 591	940	-	36 196	13 878	-	5 610	4 775	39 456
<b>Total</b>	<b>50 382</b>	<b>2 786</b>	-	<b>41 852</b>	<b>21 777</b>	-	<b>5 680</b>	<b>6 153</b>	<b>49 196</b>

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>53 871</b>	<b>6 581</b>	-	<b>37 506</b>	<b>19 594</b>	-	<b>3 507</b>	<b>7 217</b>	<b>43 365</b>
Administration générale	829	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	7 825	2 675	-	3 796	4 577	-	15	3 090	10 916
Clientèle de détail	45 216	3 906	-	33 710	15 017	-	3 492	4 127	32 449
<b>Total</b>	<b>53 871</b>	<b>6 581</b>	-	<b>37 506</b>	<b>19 594</b>	-	<b>3 507</b>	<b>7 217</b>	<b>43 365</b>

## 3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse régionale Alsace Vosges au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

31/12/2024	Expositions nettes de dépréciations
------------	-------------------------------------

(en milliers d'euros)	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	16 487	16 487	-	16 487
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	12 792	12 792	95	12 887
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	184 393	184 393	9 051	193 444
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	71 581	71 581	990	72 571
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	<b>285 253</b>	<b>285 253</b>	<b>10 136</b>	<b>295 389</b>

31/12/2023  (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	16 486	16 486	-	16 486
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	12 736	12 736	-104	12 632
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	189 251	189 251	3 728	192 979
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	72 436	72 436	-343	72 093
Japon	-	-	-	-	-	-	-

Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	<b>290 909</b>	<b>290 909</b>	<b>3 281</b>	<b>294 190</b>

**Activité d'assurance**

La Caisse régionale Alsace Vosges n'est pas concernée.

**3.3 Risque de marché**

Cf. Rapport de gestion

**Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle**

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

**Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif**

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	2 075	69 500	289 758	361 333
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	2 075	69 500	289 758	361 333
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	2 075	69 500	289 758	361 333

(en milliers d'euros)	31/12/2024			Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	116	71 412	284 486	356 014
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	116	71 412	284 486	356 014
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	116	71 412	284 486	356 014

**Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif**

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	2	3 572	69 086	72 660
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	2	3 572	69 086	72 660
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	2	3 572	69 086	72 660

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	3	664	157 905	158 572
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	3	664	157 905	158 572
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	3	664	157 905	158 572

**Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif**

(en milliers d'euros)	31/12/2025			Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	35	832	23 896	24 763
Instruments de devises et or	63	-	-	63
Autres instruments	-	965	24	989
Sous-total	98	1 797	23 920	25 815
Opérations de change à terme	834	134	-	968
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	932	1 931	23 920	26 783

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	48	1 473	17 550	19 071
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	-	929	53	982
Sous-total	48	2 402	17 603	20 053
Opérations de change à terme	657	121	-	778
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	705	2 523	17 603	20 831

**Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	35	832	23 973	24 840
Instruments de devises et or	63	-	-	63
Autres instruments	-	358	-	358
Sous-total	98	1 190	23 973	25 261
Opérations de change à terme	811	128	-	939
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	909	1 318	23 973	26 200

	31/12/2024	
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré	Total en valeur de marché

(en milliers d'euros)	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	<b>48</b>	<b>1 473</b>	<b>17 597</b>	<b>19 118</b>
<b>Instruments de devises et or</b>	-	-	-	-
<b>Autres instruments</b>	-	<b>464</b>	-	<b>464</b>
<b>Sous-total</b>	<b>48</b>	<b>1 937</b>	<b>17 597</b>	<b>19 582</b>
Opérations de change à terme	637	118	-	755
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>685</b>	<b>2 055</b>	<b>17 597</b>	<b>20 337</b>

**Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements**

	31/12/2025	31/12/2024
(en milliers d'euros)	Total encours notionnel	Total encours notionnel
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	<b>7 282 312</b>	<b>6 913 794</b>
<b>Instruments de devises et or</b>	<b>8 343</b>	<b>10 280</b>
<b>Autres instruments</b>	<b>1 062</b>	<b>1 062</b>
<b>Sous-total</b>	<b>7 291 717</b>	<b>6 925 136</b>
Opérations de change à terme	41 119	54 088
<b>Total Notionnels</b>	<b>7 332 836</b>	<b>6 979 224</b>

Pour nous rapprocher des pratiques appliquées par les autres banques françaises, la présentation des opérations de change a évolué au 31/12/2025 :

- Au 31/12/2024, les deux jambes des dérivés de change étaient retenues dans les montants présentés dans cette annexe.

- A compter du 31/12/2025, seule la jambe représentative des engagements donnés est indiquée.

Suivant cette pratique, l'encours notionnel des options de change aurait été de 5 139 milliers d'euros et celui des opérations de change à terme de 27 006 milliers d'euros au 31/12/2024.

**Risque de change**

Cf. Rapport de gestion

**3.4 Risque de liquidité et de financement**

Cf. Rapport de gestion

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle**

	31/12/2025					
(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	449 815	8 618	885 445	64 577	14	<b>1 408 469</b>
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	705 830	1 105 317	4 217 278	7 384 209	9 108	<b>13 421 742</b>
<b>Total</b>	<b>1 155 645</b>	<b>1 113 935</b>	<b>5 102 723</b>	<b>7 448 786</b>	<b>9 122</b>	<b>14 830 211</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>-207 879</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>14 622 332</b>

	31/12/2024					
(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	468 681	43 280	530 191	37 160	37	<b>1 079 349</b>
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	654 297	1 107 660	4 173 458	7 266 312	8 634	<b>13 210 361</b>
<b>Total</b>	<b>1 122 978</b>	<b>1 150 940</b>	<b>4 703 649</b>	<b>7 303 472</b>	<b>8 671</b>	<b>14 289 710</b>
<b>Dépréciations</b>						<b>-193 617</b>
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>14 096 093</b>

**Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle**

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	744 178	1 516 531	3 571 059	2 406 868	58	8 238 694
Dettes envers la clientèle	4 194 095	898 771	1 037 001	59 953	298	6 190 118
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>4 938 273</b>	<b>2 415 302</b>	<b>4 608 060</b>	<b>2 466 821</b>	<b>356</b>	<b>14 428 812</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	866 356	1 230 044	3 880 435	2 085 118	228	8 062 181
Dettes envers la clientèle	4 038 000	942 000	880 431	100 299	-	5 960 730
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>4 904 356</b>	<b>2 172 044</b>	<b>4 760 866</b>	<b>2 185 417</b>	<b>228</b>	<b>14 022 911</b>

**Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées**

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	170	-	-	41 565	-	41 735
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>170</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>41 565</b>	<b>-</b>	<b>41 735</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	233	-	-	41 510	-	41 743
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>233</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>41 510</b>	<b>-</b>	<b>41 743</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Garanties financières en risque données par maturité attendue**

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.



	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
(en milliers d'euros)						
Garanties financières données	-	-	-	-	-	-

	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
(en milliers d'euros)						
Garanties financières données	-	-	-	-	-	-

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 "Risque de marché".

### 3.5 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.3 "Risque de marché" et Chapitre "Gestion des risques – Gestion du bilan" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

#### Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

#### Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

#### Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

#### Instruments dérivés de couverture

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
(en milliers d'euros)						
Couverture de juste valeur	361 333	72 660	6 640 752	356 014	158 572	6 285 788
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total Instruments dérivés de couverture	361 333	72 660	6 640 752	356 014	158 572	6 285 788

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

La Caisse régionale Alsace Vosges n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2025 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

#### Opérations sur instruments dérivés de couverture: analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
(en milliers d'euros)				
Instruments de taux d'intérêt	255 207	1 945 945	4 439 600	6 640 752
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	255 207	1 945 945	4 439 600	6 640 752
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	255 207	1 945 945	4 439 600	6 640 752

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	<b>10 454</b>	<b>1 727 569</b>	<b>4 547 765</b>	<b>6 285 788</b>
<b>Instruments de devises</b>	-	-	-	-
<b>Autres instruments</b>	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>10 454</b>	<b>1 727 569</b>	<b>4 547 765</b>	<b>6 285 788</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Notionnel des instruments dérivés de couverture</b>	<b>10 454</b>	<b>1 727 569</b>	<b>4 547 765</b>	<b>6 285 788</b>

La note 3.3 "Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle" présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

#### Couverture de juste valeur

##### Instruments dérivés de couverture

	31/12/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture en cours de	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture en cours de	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Couverture de juste valeur</b>								
<b>Marchés organisés et de gré à gré</b>	<b>11 561</b>	<b>24 483</b>	<b>12 115</b>	<b>332 163</b>	<b>10 457</b>	<b>33 310</b>	<b>-2 708</b>	<b>313 546</b>
Taux d'intérêt	11 561	24 483	12 115	332 163	10 457	33 310	-2 708	313 546
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des micro-couvertures de juste valeur</b>	<b>11 561</b>	<b>24 483</b>	<b>12 115</b>	<b>332 163</b>	<b>10 457</b>	<b>33 310</b>	<b>-2 708</b>	<b>313 546</b>
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	349 772	48 177	87 649	6 308 589	345 557	125 262	-147 808	5 972 242
<b>Total couverture de juste valeur</b>	<b>361 333</b>	<b>72 660</b>	<b>99 764</b>	<b>6 640 752</b>	<b>356 014</b>	<b>158 572</b>	<b>-150 516</b>	<b>6 285 788</b>

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

#### Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2025				31/12/2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couverture	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couverture
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture			Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
<b>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti</b>	<b>318 356</b>	<b>-11 440</b>	<b>-</b>	<b>-12 138</b>	<b>305 988</b>	<b>698</b>	<b>-</b>	<b>2 967</b>

Taux d'intérêt	318 356	-11 440	-	-12 138	305 988	698	-	2 967
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif</b>	<b>318 356</b>	<b>-11 440</b>	<b>-</b>	<b>-12 138</b>	<b>305 988</b>	<b>698</b>	<b>-</b>	<b>2 967</b>
<b>Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti</b>	<b>2 367</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 256</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Taux d'intérêt	2 367	-	-	-	8 256	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif</b>	<b>2 367</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 256</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	6 007 818	-	5 758 664	-
<b>Total - Actifs</b>	<b>6 007 818</b>	<b>-</b>	<b>5 758 664</b>	<b>-</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	6 417	-416	8 133	-678
<b>Total - Passifs</b>	<b>6 417</b>	<b>-416</b>	<b>8 133</b>	<b>-678</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

#### Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2025			31/12/2024		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Taux d'intérêt	99 764	-98 595	1 169	-150 516	149 825	-691
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>99 764</b>	<b>-98 595</b>	<b>1 169</b>	<b>-150 516</b>	<b>149 825</b>	<b>-691</b>

#### Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

##### Instruments dérivés de couverture

	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur comptable	Variations de la juste valeur sur la période	Montant notionnel	Valeur comptable	Variations de la juste valeur sur la période	Montant notionnel
<i>(en milliers d'euros)</i>						

	Actif	Passif	(y compris cessation de couverture au cours de la		Actif	Passif	(y compris cessation de couverture au cours de la	
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>								
<b>Marchés organisés et de gré à gré</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des micro-couvertures de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des macro-couvertures de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-	-	-

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

#### Impacts de la comptabilité de couverture

	31/12/2025			31/12/2024		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-

### 3.6 Risques opérationnels

Cf. Rapport de gestion

### 3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et réglementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. A ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le chapitre "Risques et Pilier 3".

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

En 2025 comme en 2024 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse régionale Alsace Vosges a respecté les exigences réglementaires.

#### 4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

##### 4.1 Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	367 259	348 060	1	348 059
Opérations avec les établissements de crédit	3 843	8 845	-	8 845
Opérations internes au Crédit Agricole	42 613	40 662	-	40 662
Opérations avec la clientèle	306 854	285 967	1	285 966
Opérations de location-financement	-	-	-	-
Titres de dettes	13 949	12 586	-	12 586
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 291	374	-	374
Opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	2 291	374	-	374
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	146 243	239 440	-	239 440
Autres intérêts et produits assimilés	1	6	-	6
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>515 794</b>	<b>587 880</b>	<b>1</b>	<b>587 879</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	-350 549	-420 387	-	-420 387
Opérations avec les établissements de crédit	-8 858	-17 757	-	-17 757
Opérations internes au Crédit Agricole	-251 698	-302 831	-	-302 831
Opérations avec la clientèle	-88 971	-98 218	-	-98 218
Opérations de location-financement	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-1 022	-1 581	-	-1 581
Dettes subordonnées	-	-	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-85 572	-81 263	-	-81 263
Autres intérêts et charges assimilées	-432	-443	-	-443
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-436 553</b>	<b>-502 093</b>		<b>-502 093</b>

(1) dont 3 638 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2025 contre 2 993 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) dont 37 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2025 contre 55 milliers d'euros au 31 décembre 2024. [Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.]

(3) Au 31 décembre 2024, un produit de 15 millions d'euros et une charge de 31 millions d'euros auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 4.2 des présents comptes consolidés). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

##### 4.2 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024 Retraité		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	352	-145	207	348	-147	201
Sur opérations internes au Crédit Agricole	2 560	-1 306	1 254	18 835	-32 163	-13 328
Sur opérations avec la clientèle	4 932	-418	4 514	4 549	-271	4 278
Sur opérations sur titres	37	-	37	-	-	-
Sur opérations de change	239	-	239	243	-	243

Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	179	-	179	154	-	154
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	140 517	-13 329	127 188	130 965	-12 639	118 326
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	1 241	-80	1 161	1 240	-91	1 177
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>150 057</b>	<b>-15 278</b>	<b>134 779</b>	<b>156 334</b>	<b>-45 311</b>	<b>111 051</b>

(en milliers d'euros)	Correction			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	348	-147	201
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-	-	-	18 835	-32 163	-13 328
Sur opérations avec la clientèle	-	-	-	4 549	-271	4 278
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	-	-	-	243	-	243
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	154	-	154
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	-	-	-	130 965	-12 639	118 326
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	-	-28	-	1 240	-63	1 177
<b>Total Produits et charges de commissions (1)</b>	<b>-</b>	<b>-28</b>	<b>-</b>	<b>156 334</b>	<b>-45 283</b>	<b>111 051</b>

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intègrent un produit de 15 millions d'euros et une charge de 31 millions d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilés ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

#### 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 <i>Potentié</i>	Correction	31/12/2024
Dividendes reçus	1 093	1 060	-	1 060
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	72	-748	-	-748
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-4	701	-	701
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	6 666	6 235	-	6 235
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	2 898	3 084	-	3 084
Résultat de la comptabilité de couverture	1 171	-690	-	-690
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>11 896</b>	<b>9 642</b>	<b>-</b>	<b>9 642</b>

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024 <i>Potentié</i>		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>39 540</b>	<b>-39 562</b>	<b>-22</b>	<b>42 419</b>	<b>-42 160</b>	<b>259</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	10 988	-23 125	-12 137	22 084	-19 117	2 967
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	28 552	-16 437	12 115	20 335	-23 043	-2 708
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>830 849</b>	<b>-829 656</b>	<b>1 193</b>	<b>995 236</b>	<b>-996 185</b>	<b>-949</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	372 196	-458 653	-86 457	571 047	-424 189	146 858
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	458 653	-371 003	87 650	424 189	-571 996	-147 807
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>870 389</b>	<b>-869 218</b>	<b>1 171</b>	<b>1 037 655</b>	<b>-1 038 345</b>	<b>-690</b>

(en milliers d'euros)	Correction			31/12/2024		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	-	-	-	<b>42 419</b>	<b>-42 160</b>	<b>259</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	-	-	-	22 084	-19 117	2 967
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	-	-	-	20 335	-23 043	-2 708
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	-	-	-	<b>995 236</b>	<b>-996 185</b>	<b>-949</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	-	-	-	571 047	-424 189	146 858
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	-	-	-	424 189	-571 996	-147 807
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	-	-	-	<b>1 037 655</b>	<b>-1 038 345</b>	<b>-690</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture partype de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.5 "Comptabilité de couverture".

#### 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	-	-	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	47 961	45 074	-	45 074
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>47 961</b>	<b>45 074</b>	<b>-</b>	<b>45 074</b>

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

#### 4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-
<b>Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>18</b>
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-

Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)	-	18	-	18

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque »

4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retroité	Correction	31/12/2024
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat	-	-	-	-

Un détail des reclassements effectués au cours de la période est présenté en Note 10 "Reclassements d'instruments financiers".

4.7 Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 retroité	Correction	31/12/2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-1 876	5 599	5 507	92
Autres produits (charges) nets	1 619	1 641	379	1 262
Produits (charges) des autres activités	-257	7 240	5 886	1 354

4.8 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retroité	Correction	31/12/2024
Charges de personnel	-114 379	-110 820	-216	-110 604
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-3 278	-3 489	-457	-3 032
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-60 096	-63 206	-4 688	-58 518
Charges générales d'exploitation	-177 753	-177 515	-5 361	-172 154

(1) Dont - milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 1 768 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse régionale Alsace Vosges intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse régionale Alsace Vosges

(en milliers d'euros hors taxes)	Forvis Mazars		Pricewaterhouse Coopers audit		Total 2025 2024
	2025	2024	2025	2025	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	71	0	73	72	144
Emetteur	71	0	73	72	144
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	-	-	-	-	-
Emetteur	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Services autres que la certification des comptes	4	0	4	9	8



Emetteur	4	0	4	9	8
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>75</b>	<b>0</b>	<b>77</b>	<b>81</b>	<b>152</b>

Le montant total des honoraires de Forvis Mazars, Commissaire aux comptes de La Caisse Régionale Alsace Vosges, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 75 milliers d'euros, dont 71 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de La Caisse Régionale Alsace Vosges et ses filiales, et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers audit, Commissaire aux comptes de La Caisse Régionale Alsace Vosges, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 77 milliers d'euros, dont 73 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de La Caisse Régionale Alsace Vosges et ses filiales, et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

#### 4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-10 223</b>	<b>-10 860</b>	<b>-226</b>	<b>-10 634</b>
Immobilisations corporelles (1)	-10 149	-10 783	-226	-10 557
Immobilisations incorporelles	-74	-77		-77
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Immobilisations corporelles (2)	-	-		-
Immobilisations incorporelles	-	-		-
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-10 223</b>	<b>-10 860</b>	<b>-226</b>	<b>-10 634</b>

(1) Dont 2 756 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 2 751 milliers d'euros au 31 décembre 2024

(2) Dont 0 milliers d'euros comptabilisés au titre des dotations (reprises) aux dépréciations du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024

#### 4.10 Coût du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024	Correction	31/12/2024
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>-6 070</b>	<b>-8 330</b>	<b>-</b>	<b>-8 330</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>4 194</b>	<b>-372</b>	<b>-</b>	<b>-372</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-37	-19	-	-19
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 750	-1 164	-	-1 164
Engagements par signature	481	811	-	811
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>-10 264</b>	<b>-7 958</b>	<b>-</b>	<b>-7 958</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-13 172	-4 078	-	-4 078
Engagements par signature	2 908	-3 880	-	-3 880
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>-16 345</b>	<b>-14 419</b>	<b>-</b>	<b>-14 419</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-11 971	-14 987	-	-14 987
Engagements par signature	-4 374	568	-	568
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>-113</b>	<b>13</b>	<b>1</b>	<b>12</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>345</b>	<b>1 693</b>	<b>-</b>	<b>1 693</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E) = (A)+(B)+(C)+(D)</b>	<b>-22 183</b>	<b>-21 043</b>	<b>1</b>	<b>-21 044</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-233	-187	-	-187
Récupérations sur prêts et créances	98	189	-	189
comptabilisés au coût amorti	98	189	-	189
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-	-	-	-
Pertes sur engagements par signature	-	-	-	-
Autres pertes	-427	-502	-	-502
Autres produits	-	-	-	-

<b>Coût du risque</b>	<b>-22 745</b>	<b>-21 543</b>	<b>-</b>	<b>-21 544</b>
-----------------------	----------------	----------------	----------	----------------

**4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b> <i>Retraité</i>	<b>Correction</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>460</b>	<b>889</b>	<b>-</b>	<b>889</b>
Plus-values de cession	655	934	-	934
Moins-values de cession	-195	-45	-	-45
<b>Résultat de cession sur participations consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession	-	-	-	-
Moins-values de cession	-	-	-	-
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>460</b>	<b>889</b>	<b>-</b>	<b>889</b>

**4.12 Impôts****Charge d'impôt**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b> <i>Retraité</i>	<b>Correction</b>	<b>31/12/2024</b>
Charge d'impôt courant (1) (2)	-6 362	-6 737	-376	-6 361
Charge d'impôt différé	-183	4 361	-	4 361
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>-6 545</b>	<b>-2 376</b>	<b>-376</b>	<b>-2 000</b>

(1) Le montant relatif à l'impôt complémentaire estimé au titre du Pilier 2 – GloBe s'élève à 0 milliers d'euros en 2025

(2) Dont 1 054 milliers d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 (ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal).

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 1 054 milliers d'euros dont 1 054 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

**Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté**

Au 31 décembre 2025

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Base</b>	<b>Taux d'impôt</b>	<b>Impôt</b>
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	63 359	25,83%	-16 366
Effet des différences permanentes		0,51%	-326
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		-4,32%	2 736
Effet de l'imposition à taux réduit		0,04%	-25
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		7,65%	-4 846
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>10,33%</b>	<b>-6 545</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025. La contribution exceptionnelle est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

Au 31 décembre 2024

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	49 482	25,83%	-12 781
Effet des différences permanentes		1,09%	1 776
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		3,64%	-1 799
Effet de l'imposition à taux réduit		0,05%	-25
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		-3,12%	10 829
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>4,04%</b>	<b>-2 000</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

#### 4.13 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

##### Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>	-	-	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	<b>-1 289</b>	<b>-3</b>	<b>-</b>	<b>-3</b>
Ecart de réévaluation de la période	-1 326	-22	-	-22
Transferts en résultat	-	-	-	-
Autres variations	37	19	-	19
<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-	-
Transferts en résultat	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>333</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-956</b>	<b>-2</b>	<b>-</b>	<b>-2</b>
<b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ecart de réévaluation de la période	-	-	-	-
Transferts en réserves	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>	<b>198 050</b>	<b>110 606</b>	<b>-</b>	<b>110 606</b>
Ecart de réévaluation de la période	199 428	109 286	-	109 286
Transferts en réserves	-	-	-	-
Autres variations	-1 378	1 320	-	1 320
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-6 741</b>	<b>-3 291</b>	<b>-</b>	<b>-3 291</b>

<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>194 939</b>	<b>107 899</b>	-	<b>107 899</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>193 983</b>	<b>107 897</b>	-	<b>107 897</b>
Dont part du Groupe	193 983	107 897	-	107 897
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-

### 5. Informations sectorielles

#### Information par secteurs opérationnels

Le secteur d'activité de la Caisse régionale Alsace Vosges est la banque de proximité sur sa zone de compétence géographique (départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges). Ceci implique que les tableaux relatifs au détail et à l'explication de la formation du résultat n'ont pas à être ventilés selon d'autres critères d'activité ou de zone géographique.

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

### 6. Notes relatives au bilan

#### 6.1 Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024 Retraité	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	55 481	-	55 481	-
Banques centrales	9 543	-	9 543	-
Valeur au bilan	65 024	-	65 024	-

(en milliers d'euros)	Correction		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	-	-	57 910	-
Banques centrales	-	-	8 354	-
Valeur au bilan	-	-	66 264	-

#### 6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

##### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	26 783	20 831	-	20 831
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	336 599	365 718	7 660	358 058
Instruments de capitaux propres	24 463	24 062	7 660	16 402
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	312 136	341 656	-	341 656
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>363 382</b>	<b>386 549</b>	<b>7 660</b>	<b>378 889</b>
Dont Titres prêtés	-	-	-	-

(1) Dont 211 151 milliers d'euros d'OPC au 31 décembre 2025 contre 286 135 milliers d'euros au 31 décembre 2024

##### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	26 200	20 337	-	20 337
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>26 200</b>	<b>20 337</b>	<b>-</b>	<b>20 337</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

##### Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables

	31/12/2025				
	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation (1)
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Dépôts et passifs subordonnés</b>	-	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-
<b>Autres passifs financiers</b>	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-	-

(1) Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

	31/12/2024				
	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation (1)
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Dépôts et passifs subordonnés</b>	-	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-
<b>Autres passifs financiers</b>	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-	-

(1) Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées en résultat net

	31/12/2025			
	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Dépôts et passifs subordonnés</b>	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-
<b>Autres passifs financiers</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-

	31/12/2024			
	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Dépôts et passifs subordonnés</b>	-	-	-	-
Dépôts	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-
<b>Autres passifs financiers</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-

### 6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 "Comptabilité de couverture".

### 6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2025			31/12/2024 Retraité		
	Valeur au bilan	Gains latents	Valeur au bilan	Gains latents	Valeur au bilan	Gains latents
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	87 635	-	-1 292	30 138	-	-3
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 531 332	631 206	-6 745	1 318 158	434 069	-7 659
<b>Total</b>	<b>1 618 967</b>	<b>631 206</b>	<b>-8 037</b>	<b>1 348 296</b>	<b>434 069</b>	<b>-7 662</b>

	Correction			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	30 138	-	-3
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-184 840	-	-	1 502 998	434 069	-7 659
<b>Total</b>	<b>-184 840</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 533 136</b>	<b>434 069</b>	<b>-7 662</b>

### Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	31/12/2025			31/12/2024 Retraité		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	87 635	-	-1 292	30 138	-	-3
<b>Total des titres de dettes</b>	<b>87 635</b>	<b>-</b>	<b>-1 292</b>	<b>30 138</b>	<b>-</b>	<b>-3</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<b>Total des prêts et créances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>87 635</b>	<b>-</b>	<b>-1 292</b>	<b>30 138</b>	<b>-</b>	<b>-3</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		-	334		-	1
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)</b>		-	<b>-958</b>		-	<b>-2</b>

	Correction			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	30 138	-	-3
<b>Total des titres de dettes</b>	-	-	-	<b>30 138</b>	-	<b>-3</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<b>Total des prêts et créances</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	-	-	-	<b>30 138</b>	-	<b>-3</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		-	-		-	1
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)</b>		-	-		-	<b>-2</b>

*Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables*

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	31/12/2025			31/12/2024 Retraité		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	19 770	-	-3 204	19 830	-	-2 015
Titres de participation non consolidés	1 511 562	631 206	-3 541	1 298 328	434 069	-5 644
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>1 531 332</b>	<b>631 206</b>	<b>-6 745</b>	<b>1 318 158</b>	<b>434 069</b>	<b>-7 659</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		-18 897	828		-12 786	520
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>612 309</b>	<b>-5 917</b>		<b>421 283</b>	<b>-7 139</b>

	Correction			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	19 830	-	-2 015
Titres de participation non consolidés	-184 840	-	-	1 483 168	434 069	-5 644
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>-184 840</b>	-	-	<b>1 502 998</b>	<b>434 069</b>	<b>-7 659</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>		-	-		-12 786	520
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		-	-		<b>421 283</b>	<b>-7 139</b>

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

	31/12/2025			31/12/2024 Retraité		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>
(en milliers d'euros)						
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		-	-		-	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

	Correction			31/12/2024		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>
(en milliers d'euros)						
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		-	-		-	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.5 Actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 408 469	1 079 349	-	1 079 349
Prêts et créances sur la clientèle	13 213 863	13 016 789	45	13 016 744
Titres de dettes	732 973	729 228	-	729 228
Valeur au bilan	15 355 305	14 825 366	45	14 825 321

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Etablissements de crédit				
Comptes et prêts	9 470	10 862	-	10 862
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	9 470	10 862	-	10 862



<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux</i>	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	63 064	63 064	-	63 064
Prêts subordonnés	-	-	-	-
Autres prêts et créances	-	-	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>72 534</b>	<b>73 926</b>	<b>-</b>	<b>73 926</b>
Dépréciations	-	-	-	-
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>72 534</b>	<b>73 926</b>	<b>-</b>	<b>73 926</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>				
Comptes ordinaires	356 178	436 201	-	436 201
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Comptes et avances à terme	979 757	569 222	-	569 222
Prêts subordonnés	-	-	-	-
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>1 335 935</b>	<b>1 005 423</b>	<b>-</b>	<b>1 005 423</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 408 469</b>	<b>1 079 349</b>	<b>-</b>	<b>1 079 349</b>

**Prêts et créances sur la clientèle**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b> <b>Retraité</b>	<b>Correction</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>			-	
Créances commerciales	1 146	3 636	-	3 636
Autres concours à la clientèle	13 345 837	13 122 693	45	13 122 648
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Prêts subordonnés	323	323	-	323
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-	-	-
Avances en comptes courants d'associés	8 889	8 796	-	8 796
Comptes ordinaires débiteurs	65 547	74 958	-	74 958
<b>Valeur brute</b>	<b>13 421 742</b>	<b>13 210 406</b>	<b>45</b>	<b>13 210 361</b>
Dépréciations	-207 879	-193 617	-	-193 617
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>13 213 863</b>	<b>13 016 789</b>	<b>45</b>	<b>13 016 744</b>
<b>Opérations de location-financement</b>	-	-	-	-
Location-financement immobilier	-	-	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-	-	-
<b>Valeur brute</b>	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>	-	-	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>13 213 863</b>	<b>13 016 789</b>	<b>45</b>	<b>13 016 744</b>

**Titres de dettes**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b> <b>Retraité</b>	<b>Correction</b>	<b>31/12/2024</b>
Effets publics et valeurs assimilées	285 528	291 169	-	291 169
Obligations et autres titres à revenu fixe	448 262	438 818	-	438 818
<b>Total</b>	<b>733 790</b>	<b>729 987</b>	<b>-</b>	<b>729 987</b>
Dépréciations	-817	-759	-	-759
<b>Valeur au bilan</b>	<b>732 973</b>	<b>729 228</b>	<b>-</b>	<b>729 228</b>

**6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue**  
**Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025**

Nature des actifs transférés  (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant	Valeur comptable de l'actif encore	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
<b>Actifs financiers</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instrum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instrum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instrum	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs</b>	<b>133 801</b>	<b>44 339</b>	<b>89 462</b>	-	<b>134 475</b>	<b>119 297</b>	<b>41 734</b>	<b>77 563</b>	-	<b>119 04</b>	<b>15 427</b>	-	-	-
Titres	89 462	-	89 462	-	89 462	77 563	-	77 563	-	77 563	11 899	-	-	-
Prêts et	44 339	44 339	-	-	45 013	41 734	41 734	-	-	41 485	3 528	-	-	-
<b>Total</b>	<b>133 801</b>	<b>44 339</b>	<b>89 462</b>	-	<b>134 475</b>	<b>119 297</b>	<b>41 734</b>	<b>77 563</b>	-	<b>119 04</b>	<b>15 427</b>	-	-	-
<b>Opérati</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTA</b>	<b>133 801</b>	<b>44 339</b>	<b>89 462</b>	-	<b>134 475</b>	<b>119 297</b>	<b>41 734</b>	<b>77 563</b>	-	<b>119 04</b>	<b>15 427</b>	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

**Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024**

Nature des actifs transférés  (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux	Valeur comptable de l'actif encore	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
<b>Actifs financiers</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instru	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instru	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instru	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs</b>	<b>120 85</b>	<b>46 341</b>	<b>74 511</b>	-	<b>120 20</b>	<b>104 682</b>	<b>41 743</b>	<b>62 939</b>	-	<b>104 347</b>	<b>15 862</b>	-	-	-
Titres	74 511	-	74 511	-	74 511	62 939	-	62 939	-	62 939	11 572	-	-	-
Prêts et	46 341	46 341	-	-	45 698	41 743	41 743	-	-	41 408	4 290	-	-	-
<b>Total</b>	<b>120 85</b>	<b>46 341</b>	<b>74 511</b>	-	<b>120 20</b>	<b>104 682</b>	<b>41 743</b>	<b>62 939</b>	-	<b>104 347</b>	<b>15 862</b>	-	-	-
<b>Opéra</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOT</b>	<b>120 85</b>	<b>46 341</b>	<b>74 511</b>	-	<b>120 20</b>	<b>104 682</b>	<b>41 743</b>	<b>62 939</b>	-	<b>104 347</b>	<b>15 862</b>	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

**Titrisations**

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet la Caisse régionale Alsace Vosges a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse régionale Alsace Vosges via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

**Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025**

Au titre de l'exercice 2025, la Caisse régionale Alsace Vosges n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

**Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024**

Au titre de l'exercice 2024, la Caisse régionale Alsace Vosges n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7 Passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	8 238 694	8 062 181	-	8 062 181
Dettes envers la clientèle	6 190 118	5 961 332	602	5 960 730
Dettes représentées par un titre	41 735	41 743	-	41 743
Valeur au bilan	14 470 547	14 065 256	602	14 064 654

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Etablissements de crédit				
Comptes et emprunts	102 795	250 824	-	250 824
dont comptes ordinaires créditeurs	102 329	250 663	-	250 663
dont comptes et emprunts au jour le jour	-	-	-	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	77 563	62 939	-	62 939
Total	180 358	313 763	-	313 763
Opérations internes au Crédit Agricole				
Comptes ordinaires créditeurs	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Comptes et avances à terme	8 058 336	7 748 418	-	7 748 418
Total	8 058 336	7 748 418	-	7 748 418
Valeur au bilan	8 238 694	8 062 181	-	8 062 181

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	3 506 532	3 409 209	-	3 409 209
Comptes d'épargne à régime spécial	62 327	46 937	-	46 937
Autres dettes envers la clientèle	2 621 259	2 505 186	602	2 504 584
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Valeur au bilan	6 190 118	5 961 332	602	5 960 730

Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-
Emprunts obligataires	41 735	41 743	-	41 743
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Valeur au bilan	41 735	41 743	-	41 743

6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers  
Compensation – Actifs financiers

Nature des instruments financiers	31/12/2025				
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
	Montants bruts des	Montants bruts des	Montants nets des	Autres montants compensables sous conditions	Montant net après

	actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	passifs effectivement compensés comptablement	actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	l'ensemble des effets de compensation
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Dérivés	387 151	-	387 151	83 964	291 907	11 280
Prises en pension de titres	63 064	-	63 064	63 064	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>450 215</b>	<b>-</b>	<b>450 215</b>	<b>147 028</b>	<b>291 907</b>	<b>11 280</b>

Nature des instruments financiers	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
<i>(en milliers d'euros)</i>				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	375 916	-	375 916	166 553	201 164	8 199
Prises en pension de titres	63 064	-	63 064	62 939	125	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>438 980</b>	<b>-</b>	<b>438 980</b>	<b>229 492</b>	<b>201 289</b>	<b>8 199</b>

## Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
<i>(en milliers d'euros)</i>				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	98 502	-	98 502	83 964	-	14 538
Mises en pension de titres	77 563	-	77 563	63 064	14 499	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>176 065</b>	<b>-</b>	<b>176 065</b>	<b>147 028</b>	<b>14 499</b>	<b>14 538</b>

Nature des instruments financiers	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
<i>(en milliers d'euros)</i>				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	178 445	-	178 445	166 553	-	11 892

Mises en pension de titres	62 939	-	62 939	62 939	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>241 384</b>	<b>-</b>	<b>241 384</b>	<b>229 492</b>	<b>-</b>	<b>11 892</b>

## 6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024	Correction	31/12/2024
Impôts courants	2 383	5 663	-	5 663
Impôts différés	30 618	35 414	-	35 414
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>33 001</b>	<b>41 077</b>	<b>-</b>	<b>41 077</b>
Impôts courants	-	975	279	696
Impôts différés	249	240	-	240
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>249</b>	<b>1 215</b>	<b>279</b>	<b>936</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>52 053</b>	-	<b>52 053</b>	-
Charges à payer non déductibles	70	-	70	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	40 336	-	40 336	-
Autres différences temporaires	14 498	2 852	14 498	2 852
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>-18 490</b>	-	<b>-18 490</b>	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-4 293	13 442	-4 293	13 442
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	1 262	2 018	1 262	2 018
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>-2 945</b>	<b>249</b>	<b>-2 945</b>	<b>249</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>30 618</b>	<b>249</b>	<b>30 618</b>	<b>249</b>

(en milliers d'euros)	Correction		31/12/2024	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	-	-	<b>51 087</b>	-
Charges à payer non déductibles	-	-	70	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	-	-	40 416	-
Autres différences temporaires	-	-	11 625	1 021
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	-	-	<b>-12 899</b>	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-7 250	5 015
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	-	-	1 414	2 047
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
<b>Impôts différés sur résultat</b>	-	-	<b>-2 774</b>	<b>240</b>
<b>Total Impôts différés</b>	-	-	<b>35 414</b>	<b>240</b>

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

## Positions fiscales incertaines et contrôles fiscaux

Non concerné.

6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
<b>Autres actifs</b>	<b>113 484</b>	<b>120 759</b>	<b>28 305</b>	<b>92 454</b>
Comptes de stocks et emplois divers	266	496	-	496
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-	-	-
Débiteurs divers (1)	113 205	120 082	28 305	91 777
Comptes de règlements	13	181	-	181
Capital souscrit non versé	-	-	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>71 173</b>	<b>49 007</b>	<b>-</b>	<b>49 007</b>
Comptes d'encaissement et de transfert	9 125	-	-	-
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-	-	-
Produits à recevoir	52 495	40 115	-	40 115
Charges constatées d'avance	4 930	4 859	-	4 859
Autres comptes de régularisation	4 623	4 033	-	4 033
<b>Valeur au bilan</b>	<b>184 657</b>	<b>169 766</b>	<b>28 305</b>	<b>141 461</b>

(1) Dont 2 603 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 2 603 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.15).

Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité	Correction	31/12/2024
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>482 349</b>	<b>311 789</b>	<b>-49 667</b>	<b>361 456</b>
Comptes de règlements	-	-	-	-
Créditeurs divers	395 442	233 495	-49 667	283 162
Versements restant à effectuer sur titres	80 068	70 458	-	70 458
Dettes locatives	6 839	7 836	-	7 836
Autres	-	-	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>136 219</b>	<b>136 953</b>	<b>-</b>	<b>136 953</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	19 747	34 129	-	34 129
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	12	11	-	11
Produits constatés d'avance	68 048	53 014	-	53 014
Charges à payer	46 260	47 792	-	47 792
Autres comptes de régularisation	2 152	2 007	-	2 007
<b>Valeur au bilan</b>	<b>618 568</b>	<b>448 742</b>	<b>-49 667</b>	<b>498 409</b>

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.  
(2) Les montants sont indiqués en net.

6.11 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Bilan des actifs non courants détenus en vue de la vente et des activités abandonnées

Néant.

Compte de résultat des activités abandonnées

Néant.

Flux de trésorerie nets des activités abandonnées

Néant.

6.12 Immeubles de placement

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(en milliers d'euros)	31/12/2024 Retraité	Variations de périmètre	Augmentation s (acquisitions)	Diminution s (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Valeur brute	71 284	-	17 492	-193	-	27	88 610

Amortissements et dépréciations	-23 457	-	-2 198	165	-	-	-25 490
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>47 827</b>	<b>-</b>	<b>15 294</b>	<b>-28</b>	<b>-</b>	<b>27</b>	<b>63 120</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024	Correction
Valeur brute	7 119	-	45	-71	-	414	7 507	63 777
Amortissements et dépréciations	-5 573	-	-228	44	-	-	-5 757	-17 700
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>1 546</b>	<b>-</b>	<b>-183</b>	<b>-27</b>	<b>-</b>	<b>414</b>	<b>1 750</b>	<b>46 077</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

**Juste valeur des immeubles de placement**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024 Retraité
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	81 249	63 777
Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	7 361	7 507
Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3	-	-
<b>Valeur de marché des immeubles de placement</b>	<b>88 610</b>	<b>7 507</b>

**6.13 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)**

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2024 Retraité	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	218 680	-	39 417	-4 968	-	-27	<b>253 102</b>
Amortissements et dépréciations	-130 710	-	-10 148	4 079	-	-	<b>-136 779</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>87 970</b>	<b>-</b>	<b>29 269</b>	<b>-889</b>	<b>-</b>	<b>-27</b>	<b>116 323</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	1 002	-	78	-	-	-	<b>1 080</b>
Amortissements et dépréciations	-891	-	-74	-	-	-	<b>-965</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>111</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>115</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024	Correction
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>								
Valeur brute	167 866	-	7 541	-2 330	-	-414	172 663	46 017
Amortissements et dépréciations	-116 862	-	-10 889	2 232	-	-	-125 519	-5 191
<b>Valeur au bilan</b>	<b>51 004</b>	<b>-</b>	<b>-3 348</b>	<b>-98</b>	<b>-</b>	<b>-414</b>	<b>47 144</b>	<b>40 826</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>								
Valeur brute	902	-	100	-	-	-	1 002	-
Amortissements et dépréciations	-814	-	-77	-	-	-	-891	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>88</b>	<b>-</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>111</b>	<b>-</b>

**6.14 Ecarts d'acquisition**

Néant.

**6.15 Provisions**

	31/12/2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	3 159	-	83	-	-584	-	-	2 658
Risques d'exécution des engagements par signature	13 723	-	31 415	-4	-30 430	-	-	14 704
Risques opérationnels	1 642	-	-	-	-1 293	-	-	349
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	2 214	-	237	-64	-	-	-586	1 801
Litiges divers	6 939	-	2 087	-62	-405	-	-	8 559
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	1 341	-	483	-370	-655	-	-	799
<b>TOTAL</b>	<b>29 018</b>	<b>-</b>	<b>34 305</b>	<b>-500</b>	<b>-33 367</b>	<b>-</b>	<b>-586</b>	<b>28 870</b>

(1) Dont 852 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 949 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	4 069	-	6	-	-916	-	-	3 159
Risques d'exécution des engagements par signature	12 248	-	35 870	-1 026	-33 369	-	-	13 723
Risques opérationnels	3 581	-	1 372	-693	-2 618	-	-	1 642
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	2 289	-	287	-60	-	-	-302	2 214
Litiges divers	7 148	-	1 084	-36	-1 257	-	-	6 939
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	1 708	-	161	-523	-5	-	-	1 341
<b>TOTAL</b>	<b>31 043</b>	<b>-</b>	<b>38 780</b>	<b>-2 338</b>	<b>-38 165</b>	<b>-</b>	<b>-302</b>	<b>29 018</b>

(1) Dont 1 284 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 929 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Provision épargne-logement :  
Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	147 133	71 728
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	93 164	295 101
Ancienneté de plus de 10 ans	1 085 332	1 099 983
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 325 629</b>	<b>1 466 812</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>304 435</b>	<b>305 785</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>1 630 064</b>	<b>1 772 597</b>

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2025 pour les données au 31 décembre 2025 et à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement	16 190	13 552
Comptes épargne-logement	9 025	8 449
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>25 216</b>	<b>22 001</b>

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement		



Ancienneté de moins de 4 ans	382	399
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	106	277
Ancienneté de plus de 10 ans	1 953	2 349
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 441</b>	<b>3 025</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>216</b>	<b>132</b>
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 657</b>	<b>3 157</b>

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, La Caisse Régionale Alsace Vosges avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes au Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

#### Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 2 603 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 603 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.10).

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

#### 6.16 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée (2)	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Ce poste comprend les émissions de titres subordonnés remboursables « TSR ».

(2) Ce poste comprend les émissions de titres super-subordonnés « TSS » et de titres subordonnés à durée indéterminée « TSDI ».

#### Émissions de dettes subordonnées

La Caisse régionale Alsace Vosges n'est pas concernée.

#### 6.17 Capitaux propres

##### Composition du capital au 31 décembre 2025

La Caisse Régionale Alsace Vosges est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l’IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où La Caisse Régionale Alsace Vosges dispose d’un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l’agrément du Conseil d’administration de La Caisse Régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l’actif net de la société dans la proportion du capital qu’ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n’ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de La Caisse Régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

	Nombre de titres au 31/12/2024	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2025
<b>Répartition du capital de la Caisse Régionale</b>				
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	-	-	-	-
Dont part du Public	-	-	-	-
Dont part Sacam Mutualisation	-	-	-	-
Dont part autodétenue	-	-	-	-
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>7 957 441</b>	-	-	<b>7 957 441</b>
Dont part du Public	-	-	-	-
Dont part Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-
Dont part Sacam Mutualisation	7 957 441	-	-	7 957 441
<b>Parts sociales</b>	<b>23 864 934</b>	<b>10</b>	-	<b>23 864 944</b>
Dont 50 Caisses Locales	23 825 952	-	-	23 825 952
Dont 15 administrateurs de la Caisse régionale	1 894	10	-	1 904
Dont Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-
Dont Sacam Mutualisation	1	-	-	1
Dont Autres	37 087	-	-	37 087
<b>Total</b>	<b>31 822 375</b>	<b>10</b>	-	<b>31 822 385</b>

La valeur nominale des titres est de 1,50 euros et le montant total du capital est de 47 735 milliers d’euros.

Au 31 décembre 2025, le capital social de La Caisse Régionale Alsace Vosges s’élève à 35 797 416 euros composé de 23 864 944 actions ordinaires de 1,50 euros de valeur nominale et entièrement libérés.

**Rémunération par titre de capital**

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d’actions ordinaires de l’entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d’actions ordinaires par le nombre moyen d’actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu’il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de La Caisse Régionale Alsace Vosges sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l’article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l’assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l’économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l’Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu’aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l’exercice 2025, le Conseil d’administration de La Caisse Régionale Alsace Vosges a décidé de proposer à l’Assemblée générale du 27 mars 2026 de rémunérer les parts sociales au taux de 5,30% et de fixer le dividende à 0,50 euros par CCA.

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2022	-	0,52	2,71%
2023	-	0,49	3,80%
2024	-	0,39	4,70%
Prévu 2025	-	0,50	5,30%

**Dividendes payés au cours de l’exercice**

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s’élèvent à 8 392 milliers d’euros en 2025 contre 9 844 milliers d’euros en 2024.

**Affectations du résultat et fixation du dividende 2024**

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2025 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de La Caisse Régionale Alsace Vosges du 27 mars 2026.

#### 6.18 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	65 024	-	-	-	-	65 024
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	20 330	580	80 164	23 920	238 388	363 382
Instruments dérivés de couverture	412	1 663	69 500	289 758	-	361 333
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	270	116	9 560	77 689	1 531 332	1 618 967
Actifs financiers au coût amorti	1 110 442	1 110 840	5 355 271	7 769 780	8 972	15 355 305
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-294 354					-294 354
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>902 124</b>	<b>1 113 199</b>	<b>5 514 495</b>	<b>8 161 147</b>	<b>1 778 692</b>	<b>17 469 657</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	351	558	1 318	23 973	-	26 200
Instruments dérivés de couverture	-	2	3 572	69 086	-	72 660
Passifs financiers au coût amorti	4 938 443	2 415 302	4 608 060	2 508 386	356	14 470 547
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-416					-416
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>4 938 378</b>	<b>2 415 862</b>	<b>4 612 950</b>	<b>2 601 445</b>	<b>356</b>	<b>14 568 991</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	66 264	-	-	-	-	66 264
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	66	639	56 085	17 603	304 496	378 889
Instruments dérivés de couverture	-	116	71 412	284 486	-	356 014
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	160	-	-	29 978	1 502 998	1 533 136
Actifs financiers au coût amorti	1 083 814	1 160 700	4 859 687	7 712 603	8 517	14 825 321
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-205 445					-205 445
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>944 859</b>	<b>1 161 455</b>	<b>4 987 184</b>	<b>8 044 670</b>	<b>1 816 011</b>	<b>16 954 179</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	64	621	2 055	17 597	-	20 337
Instruments dérivés de couverture	-	3	664	157 905	-	158 572
Passifs financiers au coût amorti	4 904 589	2 172 044	4 760 866	2 226 927	228	14 064 654
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-678					-678
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>4 903 975</b>	<b>2 172 668</b>	<b>4 763 585</b>	<b>2 402 429</b>	<b>228</b>	<b>14 242 885</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2024 retraité					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	66 264	-	-	-	-	<b>66 264</b>
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	66	639	56 085	17 603	312 156*	<b>386 549*</b>
Instruments dérivés de couverture	-	116	71 412	284 486	-	<b>356 014</b>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	160	-	-	29 978	1 318 158*	<b>1 348 296*</b>
Actifs financiers au coût amorti	1 083 814	1 160 700	4 859 687	7 712 603	8 562*	<b>14 825 366*</b>
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-205 445					<b>-205 445</b>
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>944 859</b>	<b>1 161 455</b>	<b>4 987 184</b>	<b>8 044 670</b>	<b>1 638 876*</b>	<b>16 777 044*</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	64	621	2 055	17 597	-	<b>20 337</b>
Instruments dérivés de couverture	-	3	664	157 905	-	<b>158 572</b>
Passifs financiers au coût amorti	4 904 589	2 172 044	4 760 866	2 226 927	830*	<b>14 065 256*</b>
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-678					<b>-678</b>
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>4 903 975</b>	<b>2 172 668</b>	<b>4 763 585</b>	<b>2 402 429</b>	<b>830*</b>	<b>14 243 487*</b>

\*Eléments corrigés

## 7. Avantages au personnel et autres rémunérations

### 7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements (1)	-61 239	-61 730
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-7 228	-7 474
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-5 370	-1 915
Autres charges sociales	-22 554	-21 940
Intéressement et participation	-8 650	-7 699
Impôts et taxes sur rémunération	-9 338	-9 846
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>-114 379</b>	<b>-110 604</b>

(1) Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2023.  
Dont indemnités liées à la retraite pour 463 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 263 milliers d'euros au 31 décembre 2023.  
Dont médailles du travail pour 184 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre (4) milliers d'euros au 31 décembre 2023.

### 7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
France	1 229	1 454
Étranger	-	-
<b>Total</b>	<b>1 129</b>	<b>1 454</b>

En 2025, le calcul de l'effectif moyen a été revu sur la base de l'effectif moyen utile : les inactifs sont ainsi retirés de la base de l'effectif.

### 7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse régionale Alsace Vosges n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

### 7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

#### Variation dette actuarielle

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro

<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>26 443</b>	<b>-</b>	<b>26 443</b>	<b>25 963</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	2 046	-	2 046	1 926
Coût financier	879	-	879	826
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-97	-	-97	36
Prestations versées (obligatoire)	-2 184	-	-2 184	-2 131
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-164	-	-164	151
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-457	-	-457	-328
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>26 466</b>	<b>-</b>	<b>26 466</b>	<b>26 443</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

**Détail de la charge comptabilisée au résultat**

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Coût des services	2 046	-	2 046	1 926
Charge/produit d'intérêt net	-118	-	-118	-365
<b>Impact en compte de résultat à la clôture</b>	<b>1 928</b>	<b>-</b>	<b>1 928</b>	<b>1 561</b>

**Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables**

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture</b>	<b>-71</b>	<b>-</b>	<b>-71</b>	<b>513</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	123	-	123	-16
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-164	-	-164	151
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-457	-	-457	-328
Ajustement de la limitation d'actifs	-3 132	-	-3 132	-
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture</b>	<b>-3 701</b>	<b>-</b>	<b>-3 701</b>	<b>320</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

**Variation de juste valeur des actifs**

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>29 829</b>	<b>-</b>	<b>29 829</b>	<b>29 573</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	997	-	997	953

Gains/(pertes) actuariels	-123	-	-123	16
Cotisations payées par l'employeur	1 758	-	1 758	1 382
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-97	-	-97	36
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-2 184	-	-2 184	-2 131
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>30 180</b>	<b>-</b>	<b>30 180</b>	<b>29 829</b>

**Variation de juste valeur des droits à remboursement**

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Juste valeur des droits à remboursement à l'ouverture</b>	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels	-	-	-	-
Cotisations payées par l'employeur	-	-	-	-
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-	-	-	-
<b>Juste valeur des droits à remboursement à la clôture</b>	-	-	-	-

**Position nette**

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>26 466</b>	-	<b>26 466</b>	<b>26 443</b>
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	-30 180	-	-30 180	-29 829
<b>Position nette (passif) / actif à la clôture</b>	<b>3 714</b>	<b>-</b>	<b>3 714</b>	<b>3 386</b>

**Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles**

	31/12/2025		31/12/2024	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Taux d'actualisation (1)	3,14% à 3,79%	0,00%	3,38%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,4% à 2,88%	0,00%	1,25%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	1,75% à 4,06%	0,00%	1,09% à 3,68%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres (à détailler)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

**Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)**

	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
(en milliers d'euros)									
Actions (2)	20,65%	6 231	-	0,00%	-	-	20,65%	6 231	-
Obligations (2)	70,65%	21 322	-	0,00%	-	-	70,65%	21 322	-
Immobilier	8,70%	2 627		0,00%	-		8,70%	2 627	
Autres actifs (3)	0,00%	-		0,00%	-		0,00%	-	

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

-une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -5,24 % ;

-une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 5,74 %.

**7.5 Autres avantages sociaux**

Les provisions constituées par La Caisse Régionale Alsace Vosges au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 2 214 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2025.

**7.6 Paiement à base d'actions**

Néant.

**7.7 Rémunération de dirigeants**

Les indemnités des administrateurs et les rémunérations des membres du Comité de direction sont établies conformément aux règles édictées par la Fédération Nationale du Crédit Agricole.

**8. Contrats de location****8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	110 030	39 853
Droits d'utilisation des contrats de location	6 293	7 291
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>116 323</b>	<b>47 144</b>

La Caisse régionale Alsace Vosges est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse régionale Alsace Vosges a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

**Variation des actifs au titre du droit d'utilisation**

La Caisse régionale Alsace Vosges est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse régionale Alsace Vosges est preneur sont présentés ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	19 411	-	1 891	-954	-	-	20 348
Amortissements et dépréciations	-12 120	-	-2 756	821	-	-	-14 055
<b>Total Immobilier</b>	<b>7 291</b>	-	<b>-865</b>	<b>-133</b>	-	-	<b>6 293</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>7 291</b>	-	<b>-865</b>	<b>-133</b>	-	-	<b>6 293</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	18 810	-	1 225	-624	-	-	19 411

Amortissements et dépréciations	-9 967	-	-2 751	598	-	-	-12 120
<b>Total Immobilier</b>	<b>8 843</b>	-	<b>-1 526</b>	<b>-26</b>	-	-	<b>7 291</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>8 843</b>	-	<b>-1 526</b>	<b>-26</b>	-	-	<b>7 291</b>

**Echéancier des dettes locatives**

	31/12/2025			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
(en milliers d'euros)				
<b>Dettes locatives</b>	<b>1 909</b>	<b>4 607</b>	<b>323</b>	<b>6 839</b>

	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
(en milliers d'euros)				
<b>Dettes locatives</b>	<b>2 069</b>	<b>4 452</b>	<b>1 315</b>	<b>7 836</b>

**Détail des charges et produits de contrats de location**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-208	-230
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>-208</b>	<b>-230</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	-61	-59
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-760	-67
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	1	-
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>-820</b>	<b>-126</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-2 756	-2 751
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>-2 756</b>	<b>-2 751</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>-3 784</b>	<b>-3 107</b>

**Montants des flux de trésorerie de la période**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location</b>	<b>-4 237</b>	<b>-4 306</b>

**8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur**

La Caisse régionale Alsace Vosges n'est pas concernée.

**9. Engagements de financement et de garantie et autres garanties****Engagements donnés et reçus**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 426 263</b>	<b>1 607 199</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>877 552</b>	<b>948 079</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	877 552	948 079



<b>Engagements de garantie</b>	<b>548 711</b>	<b>659 120</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	141 563	141 171
Engagements d'ordre de la clientèle	407 148	517 949
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à livrer	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>4 388 181</b>	<b>4 021 176</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>6 000</b>	<b>12 809</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	6 000	12 809
Engagements reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>4 382 181</b>	<b>4 008 367</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	111 826	149 548
Engagements reçus de la clientèle	4 270 355	3 858 819
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à recevoir	-	-

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	4 665 297	4 745 218
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	-
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	77 563	62 939
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>4 742 860</b>	<b>4 808 157</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	-	-
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	63 064	63 064
Titres vendus à découvert	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	<b>63 064</b>	<b>63 064</b>

Au 31 décembre 2025, La Caisse Régionale Alsace Vosges n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2025, La Caisse Régionale Alsace Vosges a apporté 4 665 297 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 4 745 218 milliers d'euros en 2024. La Caisse Régionale Alsace Vosges conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, La Caisse Régionale Alsace Vosges a apporté notamment :

- 1 103 879 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 291 381 milliers d'euros en 2024 ;
- 204 149 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 196 995 milliers d'euros en 2024 ;
- 3 357 270 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 256 842 milliers d'euros en 2024.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 61 239 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 61 239 milliers d'euros au 31 décembre 2024, et des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 0 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024, les garanties détenues par La Caisse Régionale Alsace Vosges et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de La Caisse Régionale Alsace Vosges.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

Au cours de la période, les actifs que La Caisse Régionale Alsace Vosges a obtenus par prise de possession de garantie et détenus à la date de clôture s'élèvent à 0 milliers d'euros, selon la répartition suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Immeubles de placement	-	-
Instruments de capitaux propres et de dettes	-	-
Autres	-	-
<b>Total Actifs obtenus par prise de possession de garantie</b>	-	-

**10. Reclassements d'instruments financiers**  
**Principes retenus par le groupe Crédit Agricole**

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de La Caisse Régionale Alsace Vosges à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de La Caisse Régionale Alsace Vosges.

**Reclassements effectués par la Caisse régionale Alsace Vosges**  
La Caisse régionale Alsace Vosges n'a pas opéré en 2025 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

**Nature, justification et montant des reclassements opérés**  
Pour les actifs (titres de dette) reclassés au cours de l'année 2025, le tableau ci-dessous reprend leur valeur en date de reclassement ainsi que leur valeur au 31 décembre 2025 :

(en milliers d'euros)	Actifs reclassés en 2025		Actifs reclassés en 2024	
	Valeur de reclassement	Valeur au bilan au 31/12/2025	Valeur de reclassement	Valeur au bilan au 31/12/2024
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres transférés en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres transférés en actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti transférés en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti transférés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
<b>Total Actifs reclassés</b>	-	-	-	-

La valeur de marché estimée au 31 décembre 2025 ainsi que le profit ou la perte de juste valeur si le reclassement des actifs financiers n'avait pas eu lieu sont présentés dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Actifs reclassés en 2025	
	Valeur de marché estimée	Profit/perte de la juste valeur si le reclassement n'avait pas eu lieu
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en actifs financiers au coût amorti	-	-

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres transférés en actifs financiers au coût amorti	-	-
<b>Total</b>	-	-

Le profit ou la perte de juste valeur correspond au montant des variations de juste valeur qui auraient été comptabilisées en résultat net ou dans les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres si le reclassement n'avait pas eu lieu.

**Reclassements d'actifs financiers hors de la catégorie juste valeur par résultat : produits d'intérêts comptabilisés sur la période et taux d'intérêt effectif à la date de reclassement**

	Impact résultat avant impôt 2025	
	Actifs reclassés en 2025	
	Produits d'intérêts comptabilisés sur la période	TIE à la date du reclassement
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en actifs financiers au coût amorti	-	-
<b>Total Impact résultat avant impôt 2025 des actifs reclassés</b>	-	-

### 11. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

#### 11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;

-Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la valeur de marché de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

-Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

-Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.

-L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(en milliers d'euros)					
Prêts et créances	14 622 332	14 388 663	-	1 460 050	12 928 613
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 408 469	1 408 489	-	1 408 489	-
Prêts et créances sur la clientèle	13 213 863	12 980 174	-	51 561	12 928 613
Titres de dettes	732 973	705 091	697 647	-	7 444
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	15 355 305	15 093 754	697 647	1 460 050	12 936 057

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Correction	Valeur au bilan au 31/12/2024 corrigée	Juste valeur au 31/12/2024	Correction	Juste valeur au 31/12/2024 corrigée	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(en milliers d'euros)									
Prêts et créances	14 096 093			14 041 860			-	1 140 749	12 901 111
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 079 349			1 079 349			-	1 079 349	-
Prêts et créances sur la clientèle	13 016 744	45	13 016 789	12 962 511	45	12 962 556	-	61 445 (1)	12 901 111
Titres de dettes	729 228			692 645			685 200	-	7 445
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	14 825 321			14 734 505			685 200	1 140 749	12 908 556

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à 304 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 205 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de 43 millions d'euros au 31 décembre 2025.

(1) 61 400 avant correction

Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(en milliers d'euros)					
Dettes envers les établissements de crédit	8 238 694	8 236 856	-	8 236 856	-
Dettes envers la clientèle	6 190 118	6 138 870	-	6 076 543	62 327
Dettes représentées par un titre	41 735	41 485	41 485	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-

<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>14 470 547</b>	<b>14 417 211</b>	<b>41 485</b>	<b>14 313 399</b>	<b>62 327</b>
---	-------------------	-------------------	---------------	-------------------	---------------

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Correction	Valeur au bilan au 31/12/2024 corrigée	Juste valeur au 31/12/2024	Correction	Juste valeur au 31/12/2024 corrigée	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>8 062 181</b>			<b>8 060 253</b>			-	<b>8 060 253</b>	-
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>5 960 730</b>	<b>602</b>	<b>5 961 332</b>	<b>5 912 983</b>	<b>602</b>	<b>5 913 585</b>	-	<b>5 866 648</b>	<b>46 937</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>41 743</b>			<b>41 408</b>			<b>41 408</b>	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	-			-			-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>14 064 654</b>			<b>14 014 644</b>			<b>41 408</b>	<b>13 926 299</b>	<b>46 937</b>

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 0,416 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 0,678 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 53 millions d'euros au 31 décembre 2025. (1) 5 866 046 avant correction.

## 11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

**Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).**

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

### Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>26 783</b>	-	<b>26 783</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	26 783	-	26 783	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>336 599</b>	<b>148 386</b>	<b>110 012</b>	<b>78 201</b>
<b><i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i></b>	<b>24 463</b>	-	<b>24 463</b>	-
<b><i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i></b>	<b>312 136</b>	<b>148 386</b>	<b>85 549</b>	<b>78 201</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	399	-	-	399
Titres de dettes	311 737	148 386	85 549	77 802

<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	-	-	-	-
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	-	-	-	-
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 618 967</b>	<b>87 635</b>	<b>1 522 928</b>	<b>8 404</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 531 332	-	1 522 928	8 404
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	87 635	87 635	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>361 333</b>	<b>-</b>	<b>361 333</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>2 343 682</b>	<b>236 021</b>	<b>2 021 056</b>	<b>86 605</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

	31/12/2024	Correction	31/12/2024 corrigé	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>20 831</b>			-	<b>20 831</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-			-	-	-
Créances sur la clientèle	-			-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-			-	-	-
Valeurs reçues en pension	-			-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-			-	-	-
Instruments dérivés	20 831			-	20 831	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>358 058</b>	<b>7 660</b>	<b>365 718</b>	<b>27 224</b>	<b>284 390 (1)</b>	<b>54 104</b>
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	<b>16 402</b>	<b>7 660</b>	<b>24 062</b>	-	<b>24 062 (2)</b>	-
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	<b>341 656</b>			<b>27 224</b>	<b>260 328</b>	<b>54 104</b>
Créances sur les établissements de crédit	-			-	-	-
Créances sur la clientèle	365			-	-	365
Titres de dettes	341 291			27 224	260 328	53 739
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	-			-	-	-
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	-			-	-	-
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-			-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-			-	-	-
Créances sur la clientèle	-			-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-			-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 533 136</b>			<b>30 138</b>	<b>1 495 724</b>	<b>7 274</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 502 998			-	1 495 724	7 274
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	30 138			30 138	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>356 014</b>			-	<b>356 014</b>	-
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>2 268 039</b>			<b>57 362</b>	<b>2 149 299</b>	<b>61 378</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques					-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				-	-	-

(1) 276 730 avant correction

(2) 16 402 avant correction

**Passifs financiers valorisés à la juste valeur**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>26 200</b>	-	<b>26 200</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	26 200	-	26 200	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>72 660</b>	-	<b>72 660</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>98 860</b>	-	<b>98 860</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>20 337</b>	-	<b>20 337</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	20 337	-	20 337	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>158 572</b>	-	<b>158 572</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>178 909</b>	-	<b>178 909</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

***Changements de modèles de valorisation***

Néant.

***Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3***

Néant.

***Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3***Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	<b>Total Actifs financiers</b>	<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>
-----------------	--------------------------------	--

	valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Créances sur les établissemen ts de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instrum ents dérivés
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>61 378</b>	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	170	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	170	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	56 283	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	(31 226)	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	<b>86 605</b>	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instrum ents de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
	Actions et autres titres à revenu variable et titres de partici pation non consolid és	Créan ces sur les établis semen ts de crédit	Créance s sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes
(en milliers d'euros)									
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	-	-	<b>365</b>	<b>53 739</b>	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	34	136	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	34	136	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	55 153	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	(31 226)	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	-	-	<b>399</b>	<b>77 802</b>	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la	Instruments de dettes comptabilisés	



<i>(en milliers d'euros)</i>	juste valeur par capitaux propres non recyclables	à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>7 274</b>	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-
Achats de la période	1 130	-	-
Ventes de la période	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	<b>8 404</b>	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>170</b>
Comptabilisés en résultat	170
Comptabilisés en capitaux propres	-

**Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3**

	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés		
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Solde de clôture (31/12/2024)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture (31/12/2025)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des passifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	-
Comptabilisés en résultat	-

Comptabilisés en capitaux propres	-
-----------------------------------	---

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres".

**Analyse de sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3**  
Néant.

### 11.3 Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

Néant.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Marge différée à l'ouverture</b>	-	-
Marge générée par les nouvelles transactions de la période	-	-
Marge comptabilisée en résultat durant la période	-	-
<b>Marge différée à la clôture</b>	-	-

### 12 Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Au cours de cet exercice, La Caisse Régionale a procédé pour la première fois à la consolidation de sa filiale détenue à 100%, la SAS FONCIERE ALSACE VOSGES, ainsi que de sa fille, la SAS BOULEVARD DE METZ, société portant le projet de reconstruction du siège social de La Caisse Régionale, détenue à 100%. Ce sous-groupe a été consolidé sous la forme d'un palier de consolidation.

Cette consolidation intervient dans le cadre d'une correction d'erreur, impactant les capitaux propres.

Nous vous présentons ci-dessous les détails de cette correction d'erreur sur une période antérieure.

La nature de l'erreur se résume en l'absence de consolidation en intégration globale du sous-groupe FONCIERE ALSACE VOSGES en 2022, exercice au cours duquel la filiale et sa fille ont vu leur total bilan devenir significatif en raison d'opérations d'apports de La Caisse Régionale.

Montant de la correction par ligne et par période (en milliers d'euros) :

	01/01/2024 Publié	Correction	01/01/2024 Retraité
Caisse, banques centrales	69 666		69 666
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	122 136	1 000	123 136
Instruments dérivés de couverture	475 725		475 725
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 474 530	-184 840	1 289 690
Actifs financiers au coût amorti	14 730 517		14 730 517
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-349 499		-349 499
Actifs d'impôts courants et différés	41 577		41 577
Comptes de régularisation et actifs divers	170 370	9 124	179 494
Actifs non courants destinés à être cédés			
Contrats d'assurance émis et d'investissement - ACTIF			
Contrats de réassurance détenus - ACTIF			
Particip et parts dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	1 546	22 303	23 849
Immobilisations corporelles	51 004	32 563	83 567
Immobilisations incorporelles	88		88
Ecart d'acquisition			
<b>Total Actif</b>	<b>16 787 660</b>	<b>-119 850</b>	<b>16 667 810</b>
	01/01/2024 Publié	Correction	01/01/2024 Retraité
Banques centrales			
Passifs à la juste valeur par résultat	22 407		22 407
Instruments dérivés de couverture	120 792		120 792
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	13 688 511	188	13 688 699
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-806		-806

Passifs d'impôts courants et différés	1 127	65	1 192
Comptes de régularisation et passifs divers	653 851	-107 053	546 798
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Contrats d'assurance émis et d'investissement - PASSIF			
Contrats de réassurance détenus - PASSIF			
Provisions	31 043	6	31 049
Dettes subordonnées	0		0
Capitaux propres avant partage (1)	553 601	-13 056	540 545
Capitaux propres part du groupe	1 717 134		1 717 134
Intérêts minoritaires	0		0
<b>Passif</b>	<b>16 787 660</b>	<b>-119 850</b>	<b>16 667 810</b>

	31/12/2023 Publié	Correction	31/12/2023 Retraité
Intérêts et produits assimilés	534 888	16	534 904
Intérêts et charges assimilés	-429 477	-7	-429 484
Commissions (produits)	153 333		153 333
Commissions (charges)	-43 389	-25	-43 414
Gains ou pertes nets sur instr fin à la JV par résultat	2 404		2 404
Gains/pertes actifs financiers à la JV OCI ou au coût amorti	37 034		37 034
Produits des autres activités	3 254	1 969	5 223
Charges des autres activités	-1 521	-1 105	-2 626
Produit net des activités d'assurance			
G/P nets sur reclassements actifs financiers			
<b>Produit net bancaire</b>	<b>256 526</b>	<b>848</b>	<b>257 374</b>
Charges générales d'exploitation	-171 423	-648	-172 071
Dot aux amort et aux dépr sur immos incorp et corp	-9 523	-127	-9 650
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>75 580</b>	<b>73</b>	<b>75 653</b>
Coût du risque	-15 773	-6	-15 779
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>59 807</b>	<b>67</b>	<b>59 874</b>
Quote part de résultat des entreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes sur autres actifs	511		511
Variations de valeur des écarts d'acquisition			
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>60 318</b>	<b>67</b>	<b>60 385</b>
Impôts sur les bénéfices	-5 886	-84	-5 970
Résultat net d'impôt des act arrêtées, en cours de cession			
<b>Résultat net</b>	<b>54 432</b>	<b>-17</b>	<b>54 415</b>

La correction a pour effet de diminuer les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2024 de 13 056 milliers d'euros, ayant pour conséquence de passer d'un montant publié de 2 270 735 milliers d'euros à 2 257 679 milliers d'euros corrigés.

	31/12/2024 Publié	Correction	31/12/2024 Retraité
Caisse, banques centrales	66 264		66 264
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	378 889	7 660	386 549
Instruments dérivés de couverture	356 014		356 014

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 533 136	-184 840	1 348 296
Actifs financiers au coût amorti	14 825 321	45	14 825 366
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-205 445		-205 445
Actifs d'impôts courants et différés	41 077		41 077
Comptes de régularisation et actifs divers	141 461	28 310	169 771
Actifs non courants destinés à être cédés			
Contrats d'assurance émis et d'investissement - ACTIF			
Contrats de réassurance détenus - ACTIF			
Particip et parts dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	1 750	46 077	47 827
Immobilisations corporelles	47 144	40 826	87 970
Immobilisations incorporelles	111		111
Ecart d'acquisition			
<b>Total Actif</b>	<b>17 185 722</b>	<b>-61 922</b>	<b>17 123 800</b>

	31/12/2024 Publié	Correction	31/12/2024 Retraité
Banques centrales			
Passifs à la juste valeur par résultat	20 337		20 337
Instruments dérivés de couverture	158 572		158 572
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	14 064 654	602	14 065 256
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-678		-678
Passifs d'impôts courants et différés	936	279	1 215
Comptes de régularisation et passifs divers	498 409	-49 644	448 742
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Contrats d'assurance émis et d'investissement - PASSIF			
Contrats de réassurance détenus - PASSIF			
Provisions	29 018		29 018
Dettes subordonnées	0		0
Capitaux propres avant partage (1)	553 726	-13 159	540 567
Capitaux propres part du groupe	1 860 748		1 860 748
Intérêts minoritaires	0		0
<b>Passif</b>	<b>17 185 722</b>	<b>-61 922</b>	<b>17 123 800</b>

	31/12/2024 Publié	Correction	31/12/2024 Retraité
Intérêts et produits assimilés	587 879	1	587 880
Intérêts et charges assimilés	-502 093	0	-502 093
Commissions (produits)	156 334	0	156 334
Commissions (charges)	-45 283	-28	-45 311
Gains ou pertes nets sur instr fin à la JV par résultat	9 642	0	9 642
Gains/pertes actifs financiers à la JV OCI ou au coût amorti	45 092	0	45 092
Produits des autres activités	2 765	7 395	10 160
Charges des autres activités	-1 411	-1 509	-2 920
Produit net des activités d'assurance			

G/P nets sur reclassements actifs financiers			
<b>Produit net bancaire</b>	<b>252 925</b>	<b>5 859</b>	<b>258 784</b>
Charges générales d'exploitation	-172 154	- 5 361	-177 515
Dot aux amort et aux dépr sur immos incorp et corp	-10 634	-226	-10 860
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>70 137</b>	<b>272</b>	<b>70 409</b>
Coût du risque	-21 544	1	-21 543
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>48 593</b>	<b>273</b>	<b>48 866</b>
Quote part de résultat des entreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes sur autres actifs	889		889
Variations de valeur des écarts d'acquisition			
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>49 482</b>	<b>273</b>	<b>49 755</b>
Impôts sur les bénéfices	-2 000	-376	-2 376
Résultat net d'impôt des act arrêtées, en cours de cession			
<b>Résultat net</b>	<b>47 482</b>	<b>-103</b>	<b>47 379</b>

La correction a pour effet de diminuer les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2025 de 13 159 milliers d'euros, ayant pour conséquence de passer d'un montant publié de 2 414 474 milliers d'euros à 2 401 315 milliers d'euros corrigés.

<sup>1</sup> Détail du retraitement :

<b>BOULEVARD DE METZ</b>	
Capitaux propres	21 828
Pertes	-314
Titres de participations	-34 823
<b>Montant du retraitement</b>	<b>-13 309</b>

<b>FONCIERE ALSACE VOSGES</b>	
Report à-nouveau (solde débiteur)	-42
Bénéfice	295
<b>Montant du retraitement</b>	<b>253</b>
<b>Total retraitement au 01/01/2024</b>	<b>-13 056</b>

Perte BOULEVARD DE METZ 2024	-1 228
Bénéfice FONCIERE ALSACE VOSGES 2024	1 125
<b>Total retraitement au 31/12/2024</b>	<b>-13 159</b>

### 13. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025

#### Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers de la Caisse régionale Alsace Vosges.

#### 13.1 Information sur les filiales

##### 13.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées

Néant.

##### 13.1.2 Soutiens aux entités structurées contrôlées

La Caisse Régionale Alsace Vosges n'a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2025 ni au 31 décembre 2024.

##### 13.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, La Caisse Régionale Alsace Vosges a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 73 millions d'euros aux FCT.

**13.2 Participations ne donnant pas le contrôle****Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle**

Néant.

**Informations financières individuelles résumées concernant les participations significatives ne donnant pas le contrôle**

Néant.

**13.3 Composition du périmètre**

Périmètre de consolidation de	Méthode de consolidation (1)	Modification de périmètre (2)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (3)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
<b>CR Alsace Vosges</b>	Mère	-	France	France	La Caisse Régionale	100%	100%	100%	100%
<b>CL Alsace Vosges</b>	Mère	-	France	France	Caisses locales	100%	100%	100%	100%
<b>FCT Alsace Vosges</b>	Intégration globale	-	France	France	FCT	100%	100%	100%	100%
<b>Immobilier Gestion Privée</b>	Intégration globale	-	France	France	Filiale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
<b>CAAV Capital</b>	Intégration	-	France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
<b>CAAV Equity</b>	Intégration	-	France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
<b>Foncière Alsace Vosges</b>	Intégration globale	E1	France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
<b>Boulevard de Metz</b>	Intégration globale	E1	France	France	Filiale de Foncière	100%	100%	100%	100%

(1) Intégration globale

Mise en équivalence

Juste valeur

(2) Entrée (E) dans le périmètre

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D)

D1 : Changement de dénomination sociale

D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

(3) F : Filiale

S : Succursale

ESC : Entité structurée contrôlée

Co-E : Co-entreprise

OC : Opération en commun

EA : Entreprise associée

Au 31 décembre 2025, La Caisse Régionale Alsace Vosges ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

Au 31 décembre 2025, La Caisse Régionale Alsace Vosges n'a pas intégré dans son périmètre de consolidation l'entité SAS Tedin vest malgré le dépassement des seuils de consolidation définis par le Groupe Crédit Agricole SA.

L'incidence de cette non intégration est inférieure à 0,5% du résultat et du total bilan consolidé. Elle est considérée comme non significative au regard des états financiers consolidés pris dans leur ensemble.

**14. Participations et entités structurées non consolidées****14.1 Participations non consolidées**

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 1 852 339 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 1 630 554 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Conformément au règlement ANC 2016-09 et à l'option offerte par la Recommandation ANC 2016-01, la liste exhaustive des entités contrôlées non consolidées et des titres de participations significatifs non consolidés est consultable sur le site internet de La Caisse Régionale Alsace Vosges à l'adresse suivante : <https://www.credit-agricole.fr/ca-alsace-vosges>

**14.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation**

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous:

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2024	31/12/2023	
SAS VILLAGE BY CA	France	100,00%	100,00%	Pas de dépassement de seuil
SAS TEDINVEST	France	46,00%	46,00%	Impact non significatif
SAS KM0	France	32,46%	25,00%	Pas de dépassement de seuil
FARM'ENR	France	25,50%	25,50%	Pas de dépassement de seuil
TERRITOIRE SOLAIRE GRAND EST	France	24,50%	24,50%	Pas de dépassement de seuil
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME 2	France	6,00%	6,00%	Pas de dépassement de seuil

**14.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif**  
Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (CHF, en milliers)	Résultat du dernier exercice (CHF, en milliers)
		31/12/2024	31/12/2023		
CREDIT AGRICOLE NEXTBANK SA	Genève	10,10%	10,10%	459 439	13 764
CREDIT AGRICOLE RÉGIONS DETTE PRIVÉE	FRANCE	10,00%	10,00%	5 059	59
CITE DES VINS D'ALSACE	FRANCE	17,61%	18,00%	1 625	-76
E'NERGYS PERFORMANCE SOLUTIONS	FRANCE	10,00%	10,00%	-14	-19

**14.2 Informations sur les entités structurées non consolidées**  
Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

La Caisse régionale Alsace Vosges n'est pas concernée.

**Événements postérieurs au 31 décembre 2025**  
Aucun événement postérieur à la clôture, de nature à affecter les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole Alsace Vosges au 31 décembre 2025, n'a été identifié.

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**  
A l'assemblée générale **Crédit Agricole Alsace Vosges** Bâtiment 1 Allée des Marquises 67000 STRASBOURG

**Opinion**  
En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Crédit Agricole Alsace Vosges relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.  
L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion**  
**Référentiel d'audit**  
Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

**Indépendance**  
Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.  
Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants : examen des conventions réglementées et contrôle du rapport de gestion.

**Observation**  
Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la correction d'erreur concernant l'intégration au périmètre de consolidation des sociétés SAS FONCIERE ALSACE VOSGES et SAS BOULEVARD DE METZ, telle que décrite dans la note 12 << Impacts des évolutions comptables ou autres événements >> de l'annexe aux comptes consolidés.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

**Dépréciation des crédits sur une base individuelle**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement. Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés, qui s'élève à M€ 89,5.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li> <li>-testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li> <li>-analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;</li> <li>-mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li> </ul>

**Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédits de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2025, un montant de M€ 133,1 comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés ;</li> <li>-la matérialité de ces corrections de valeur dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (forward looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (stages 1 et 2).</li> </ul>	<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédits de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2025, un montant de M€ 133,1 comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés ;</li> <li>-la matérialité de ces corrections de valeur dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (forward looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (stages 1 et 2). Nos travaux ont notamment consisté à :</li> <li>-prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :</li> <li>-les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li> <li>-le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ;</li> <li>-la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li> </ul>



	-la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les provisions ; -examiner le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ; -tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ; -contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ; -apprécier les hypothèses et la documentation fournies par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ; -analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégorie homogène de risque sur l'exercice 2025 ; -examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.
--	---

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

##### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Alsace Vosges par votre assemblée générale du 6 mars 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 28 mars 2025 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 14ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 1ère année.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

##### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

• il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

•concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

**Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Toulouse, le 12 mars 2026

Les commissaires aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit

Aurore PRANDI  
Forvis Mazars SA  
Matthew BROWN  
Caroline ADAM

**C. Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public sur le site internet de la Caisse régionale Alsace Vosges <https://www.credit-agricole.fr/ca-alsace-vosges/particulier/informations/nos-elements-financiers.html>